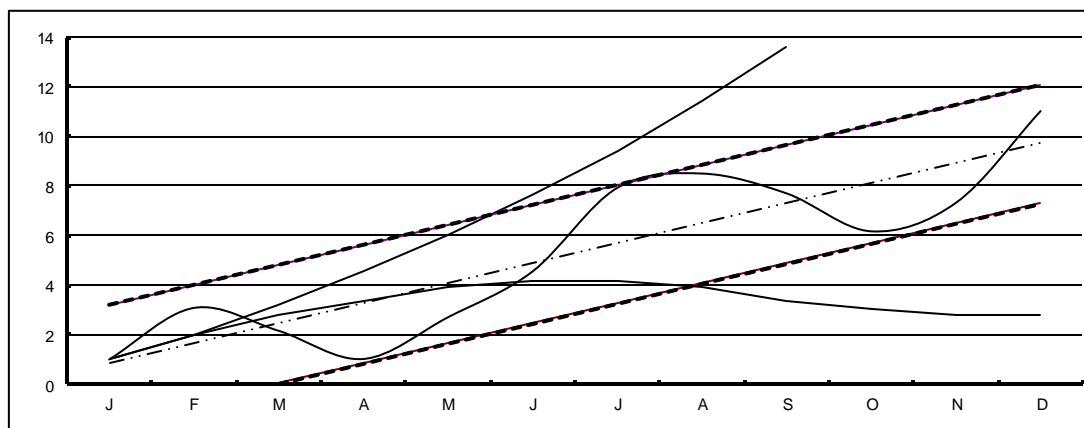


NOTE CONJOINTE DE CONJONCTURE

Deuxième Trimestre 2018



VERSION DEFINITIVE

INSTAT - ONAP - DGCC - DND - DGD - DGI

Sommaire

Rubriques	Pages
Introduction.....	4
A/Conjoncture internationale.....	6
1- Cours des produits de base.....	6
2- Taux de change.....	9
B/Conjoncture nationale.....	10
1-Prix intérieurs.....	10
1-1 Evolution des prix des produits pétroliers.....	10
<i>Prix fournisseurs des produits pétroliers.....</i>	<i>10</i>
<i>Prix à la consommation des produits pétroliers.....</i>	<i>11</i>
<i>Stocks des produits pétroliers.....</i>	<i>11</i>
1-2 Prix à la consommation des autres produits.....	12
<i>Evolution des prix des produits de 1^{ère} nécessité.....</i>	<i>12</i>
<i>Stocks grossistes des produits de 1^{ère} nécessité.....</i>	<i>15</i>
1-3 Indices des prix et variations.....	15
2- Production industrielle.....	17
3- Commerce intérieur.....	19
4- Bâtiment et travaux publics.....	20
5- Coût de la construction.....	20
6- Services hors finances.....	21
7- Commerce extérieur.....	22
7-1 Importations.....	22
7-2 Exportations.....	26
7-3 Solde commercial et taux de couverture.....	26
8 - Finances publiques.....	27
9- Situation monétaire.. ..	33
Conclusion et perspectives.....	35
Annexes.....	36

Abréviations

- **INSTAT**: Institut National de la Statistique
- **DGCC**: Direction Générale du Commerce, de la Consommation et de la Concurrence
- **ONAP**: Office National des Produits Pétroliers
- **DGI**: Direction Générale des Impôts
- **DGD**: Direction Générale des Douanes
- **DNTCP**: Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique
- **DND**: Direction Nationale des Domaines
- **DGDP**: Direction Générale de la Dette Publique
- **CVS** : Correction de variation saisonnière
- **CMDT** : Compagnie Malienne pour le Développement des Textiles
- **LCV** : Laboratoire Central Vétérinaire
- **DGABE** : Direction Générale de l'Administration des Biens de l'Etat
- **INRSP** : Institut National de la Recherche en Santé Publique
- **CNPE** : Comité National de Politique Economique
- **OMATHO** : Office Malien du Tourisme et de l'Hôtellerie
- **BCEAO** : Banque Centrale des Etat de l'Afrique de l'Ouest
- **AEN** : Actifs Extérieurs Nets

NB : Nous attirons l'attention des lecteurs sur le caractère provisoire de certaines données : TOFE, Situation monétaire, et Commerce extérieur

Introduction :

La note conjointe de conjoncture est un document publié à la fin de chaque trimestre par l'Institut National de la Statistique (INSTAT) en collaboration avec certaines structures administratives. C'est une synthèse de la note de conjoncture de l'INSTAT, des rapports trimestriels de la DGCC, de l'ONAP, de la DGD, de la DGI, de la DND et de quelques données provenant d'autres structures administratives. Elle donne des informations relatives à l'évolution de la conjoncture économique au Mali à travers l'analyse des faits endogènes et exogènes ayant eu un impact sur l'activité économique.

L'évolution de la conjoncture économique internationale au 2^{ème} trimestre 2018 a été marquée par une poursuite de l'expansion de l'activité économique mondiale, mais avec un rythme différent d'un pays à un autre. Aussi, demeure – t – elle exposée à des incertitudes dans un contexte caractérisé par des tensions commerciales et la remontée continue des cours du pétrole accentuée par les risques géopolitiques. Ainsi, la croissance a été revue à la baisse dans la zone euro et certains pays émergents tandis que les perspectives économiques s'améliorent pour certains pays exportateurs de pétrole. On note également la hausse des cours des produits de base agricoles alimentant la montée de l'inflation mondiale.

S'agissant de la conjoncture économique nationale, elle demeure caractérisée par une poursuite du ralentissement de l'activité dans un contexte de remontée de l'inflation accentuée par les effets de la période de soudure et le mois de ramadan. En effet, les conséquences du déficit pluviométrique de l'année dernière, le démarrage de la période de soudure et la forte demande de certaines denrées alimentaires liée au mois de ramadan ainsi que la persistance de l'insécurité dans certaines zones de production du pays favorisent la poussée inflationniste qui prévaut. De même, la hausse continue du prix à la pompe du carburant suite à la remontée des cours du pétrole et la hausse des cours des produits de base agricoles sont de nature à rehausser le niveau des prix intérieurs. Ainsi, l'inflation en tant que critère de convergence, demeure positive depuis le début de l'année 2018 avec un taux de **+2,4%** en juin 2018 contre **-0,4%** en juin 2017. Dans le même sillage la production manufacturière peine à rebondir du fait surtout de la concurrence que lui oppose les produits importés frauduleusement. Bien qu'en baisse comparativement au trimestre précédent, la production industrielle hors extraction d'or progresse quelque peu par rapport au 2^{ème} trimestre 2017 sous l'effet de la reprise de l'activité d'égrenage en lien avec la hausse de la production cotonnière. Il en est de même pour le niveau de la production moderne d'or qui ne cesse d'enregistrer des performances dues en partie à l'ouverture de nouvelles mines. Toutefois, les tendances haussières affichées par les activités de commerce intérieur, la construction et les services hors finances en 2016 et 2017 se sont inversés, traduisant un certain ralentissement de l'activité économique globale. Cette

situation reflète le recul du niveau des recettes de l'Etat, par ricochet le repli du taux d'exécution des dépenses totales par rapport à fin juin 2017.

Néanmoins, le solde commercial s'améliore du fait d'une baisse beaucoup plus importante des importations que celle des exportations.

Le niveau des AEN n'est guère reluisant en liaison avec la contraction de la composante des banques commerciales due à l'accroissement de leurs engagements vis – à – vis de leurs correspondants extérieurs. En revanche, l'encours des créances sur l'économie est encore en hausse. Cette évolution fait suite aux crédits octroyés par les banques en faveur d'entreprises intervenant dans plusieurs secteurs de l'économie.

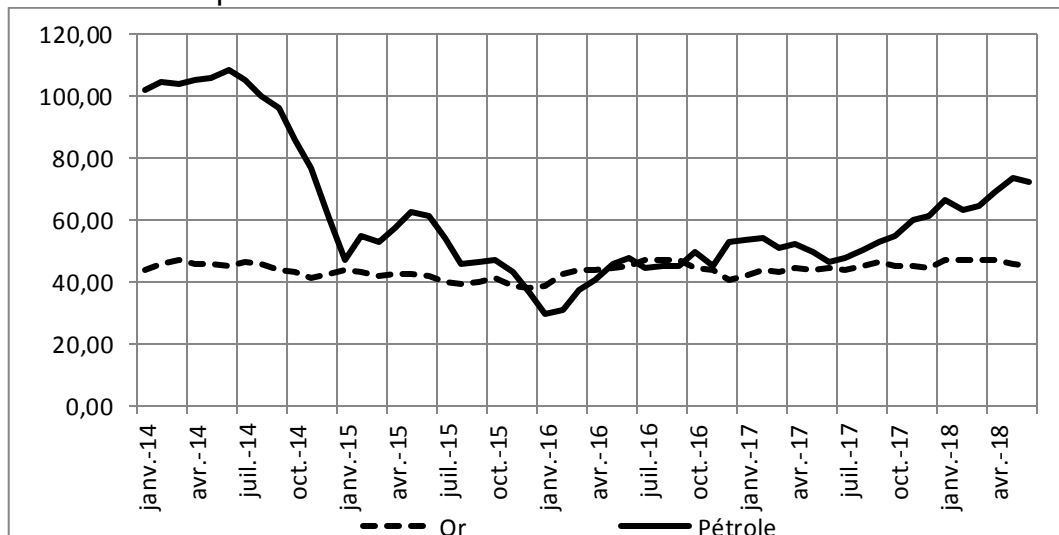
A – Conjoncture internationale

1– Cours des produits de base

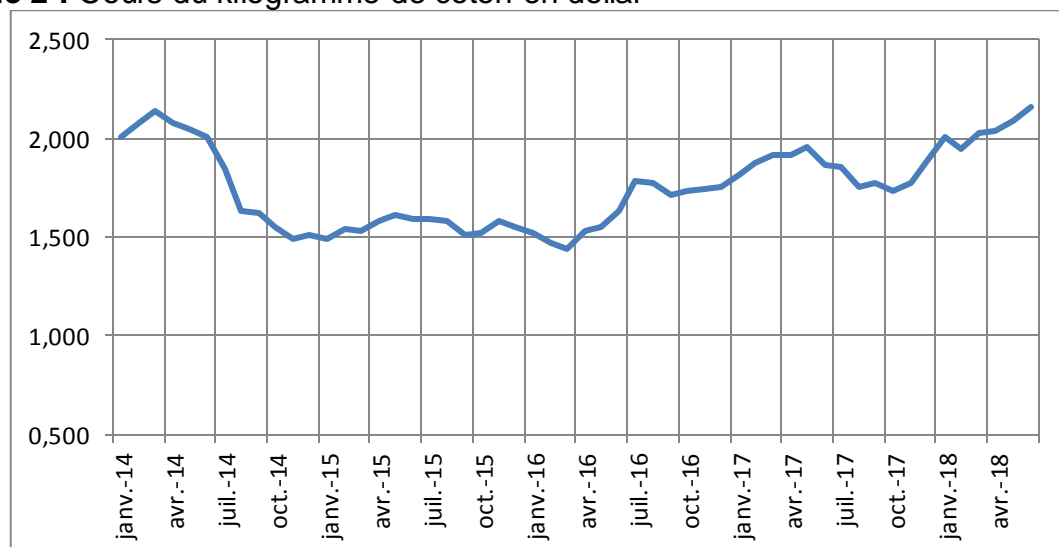
Tableau 1 : Cours des produits de base

Période	Principales matières principales					
	Source : Banque Mondiale,					
	Coton	Or	Pétrole	Coton	Or	Pétrole
	dollar E-U/kg	dollar E-U/g	dollar E-U /baril	FCFA/kg	FCFA/g	FCFA/baril
janv-16	1,520	38,73	29,80	918,1	23394,3	17999,6
févr-16	1,470	42,31	31,03	869,2	25020,1	18348,8
mars-16	1,440	43,92	37,34	851,0	25955,7	22066,1
avr-16	1,527	43,82	40,75	885,1	25349,8	23573,7
mai-16	1,549	44,48	45,94	898,5	25794,9	26640,0
juin-16	1,634	45,02	47,69	954,3	26301,7	27856,8
juil-16	1,787	47,15	44,13	1059,0	27941,3	26149,8
août-16	1,769	47,27	44,87	1035,2	27657,6	26253,1
sept-16	1,717	46,80	45,04	1004,2	27377,8	26352,6
oct-16	1,731	44,68	49,29	1029,8	26579,2	29325,5
nov-16	1,740	43,68	45,26	1057,2	26541,4	27500,0
déc-16	1,753	40,83	52,62	1091,0	25413,8	32756,0
janv-17	1,815	42,05	53,59	1121,7	25987,9	33119,2
févr-17	1,877	43,54	54,35	1157,1	26832,4	33499,4
mars-17	1,913	43,44	50,90	1174,5	26666,7	31249,8
avr-17	1,919	44,69	52,16	1173,8	27337,4	31909,8
mai-17	1,954	43,95	49,89	1159,2	26073,1	29596,6
juin-17	1,869	44,46	46,17	1091,6	25969,1	26968,9
juil-17	1,854	43,63	47,66	1056,4	24862,3	27157,2
août-17	1,749	45,26	49,94	971,8	25144,2	27746,8
sept-17	1,777	46,35	52,95	978,2	25518,9	29150,6
oct-17	1,733	45,13	54,92	966,9	25183,8	30644,0
nov-17	1,773	45,22	59,93	990,7	25269,6	33492,7
déc-17	1,883	44,60	61,19	1043,7	24719,2	33910,0
janv-18	2,008	46,96	66,23	1057,1	24728,6	34873,4
févr-18	1,946	46,94	63,46	1045,1	25209,8	34081,4
mars-18	2,031	46,73	64,17	1081,5	24876,9	34161,7
avril-18	2,034	47,08	68,79	1104,3	25568,8	37358,6
mai-18	2,083	45,98	73,43	1167,9	25780,0	41171,8
juin-18	2,154	45,21	71,98	1212,1	25436,4	40498,9

Graphique 1 : Cours du pétrole et de l'or en dollar



Graphique 2 : Cours du kilogramme de coton en dollar



L'appréciation des cours des principales matières premières se poursuit au 2^{ème} trimestre 2018. Il s'agit notamment de ceux du pétrole, du coton et de l'or. Il en est de même pour les produits alimentaires.

❖ **Le pétrole :**

Le cours mondial du brut se redresse davantage durant le 2^{ème} trimestre 2018. En effet, le prix du pétrole en dollar au 2^{ème} trimestre 2018 progresse de **10,5%** par rapport au 1^{er} trimestre 2018 et de **44,5%** par rapport à son niveau de la même période en 2017. La remontée des cours du pétrole tient à un certain nombre de facteurs :

- une demande mondiale plus importante que prévue en lien avec une croissance économique forte ;
- une production de pétrole plus faible que prévu aux États Unis en raison du ralentissement de l'investissement dans l'extraction pétrolière ;
- l'instabilité dans certaines régions productrices de pétrole ;
- L'effectivité de l'accord de l'OPEP avec la Russie pour réduire la production. ;

- la valeur décroissante du cours du dollar américain.

Cette tendance devrait se maintenir eu égard au contexte favorable.

❖ **L'or :**

Durant le second trimestre 2018, la tendance dégagée au niveau du marché de l'or demeure quelque peu haussière par rapport au 2^{ème} trimestre 2017. En effet, le cours de l'or évalué en dollar est en hausse de **3,9%** par rapport au 2^{ème} trimestre 2017. L'appréciation du cours de l'or perdurera durablement d'autant que les incertitudes sur les marchés et leurs éventuels dysfonctionnements demeurent. De même, la corrélation entre le prix de l'or et le dollar américain fait de l'or une alternative solide pour les investisseurs à cause de la dépendance de l'économie américaine vis-à-vis d'autres pays. Cependant, le cours de l'or en dollar a légèrement baissé de **1,2%** par rapport au trimestre précédent

❖ **Le coton :**

A l'instar des cours du pétrole, ceux du coton ont nettement augmenté au 2^{ème} trimestre 2018. Le prix du coton en dollar progresse de **4,8%** par rapport au trimestre précédent et de **9,2%** par rapport au 2^{ème} trimestre 2017. L'envolée du cours du coton est portée en partie par une forte demande mondiale et des conditions météorologiques défavorables qui présagent une chute de la production mondiale. En effet, les cultures sont affectées par une vague de chaleur en Inde et au Pakistan contrairement à un surplus de pluie en Chine. Ainsi, une baisse de la production significative en Chine risque de faire exploser la demande chinoise pour le coton américain dont les stocks ont été réévalués à la baisse. Du coup, il est fort probable que la hausse du prix du coton se poursuive dans les prochains mois.

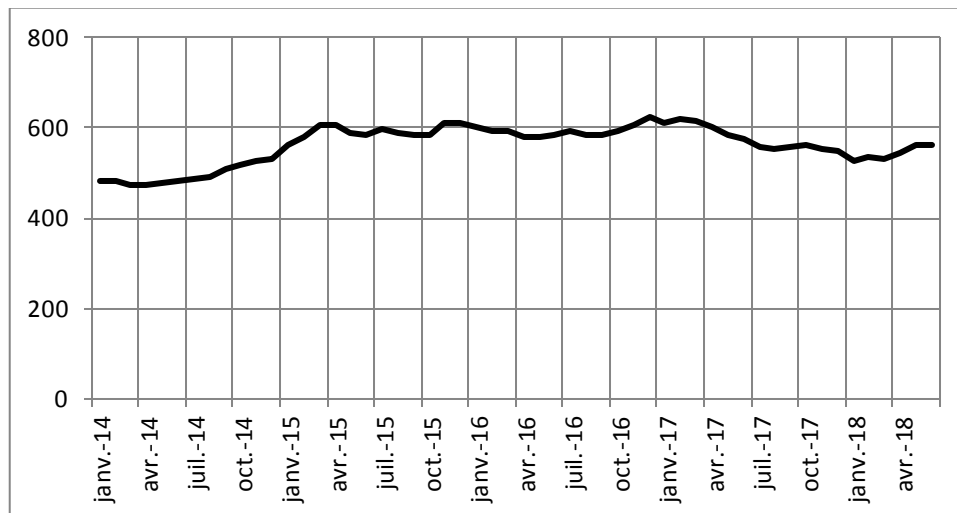
❖ **Cours des produits alimentaires :**

Les prix des produits alimentaires, au 2^{ème} trimestre 2018, se sont inscrits à la hausse traduisant la tension perceptible sur le marché. Le relèvement du niveau des prix des produits alimentaires est la conséquence de la sécheresse dans certains grands pays producteurs et des inondations dans d'autres. En effet, les prix des produits alimentaires progressent de **3,4%** par rapport au trimestre précédent et de **5,7%** par rapport au 2^{ème} trimestre 2017. La hausse est imputable à l'augmentation de **7,5%** et de **11,9%** en rythme annuel respectivement des prix des oléagineux et des céréales. Par rapport au trimestre précédent, la hausse est de **1,7%** pour les oléagineux de **6,3%** pour les céréales et de **3,1%** pour les autres produits alimentaires même si par rapport au 2^{ème} trimestre 2017, leurs prix ont fléchi.

La flambée des prix des produits alimentaires, notamment des céréales, pourrait se répercuter sur les prix intérieurs.

2- Taux de change

Graphique 3 : Cours du dollar en francs CFA



L'évolution du cours du dollar est caractéristique de l'incertitude qui entoure l'activité économique et financière aux USA. En effet, le cours du dollar vis - à- vis du franc CFA s'est déprécié de **5,3%** au 2^{ème} trimestre 2018 par rapport à son niveau du 2^{ème} trimestre 2017. En revanche, comparativement au trimestre précédent le cours de dollar par rapport au franc CFA progresse de **4,4%** qui devrait se poursuivre au regard de son niveau de juillet et août 2018.

B – Conjoncture nationale

1-Les prix intérieurs

1-1- Evolution des prix des produits pétroliers :

a – Prix fournisseurs :

Les prix fournisseurs de la Société Africaine de Raffinage (SAR) au Sénégal et de la Société Ivoirienne de Raffinage (SIR) en Côte d'Ivoire sont les prix que les sociétés pétrolières payent pour les enlèvements de produits au niveau des raffineries. Ces prix sont fixés sur la base des prix des produits pétroliers sur le marché international et du cours moyen du dollar.

a-1-Prix fournisseurs moyens sur les axes d'approvisionnement :

Tableau 2 : Prix moyens - FCFA / Litre

Libellé	Supercarburant	Pétrole lampant	Gasoil	DDO	Fuel-oil 180
2 ^{ème} trimestre 18 (1)	302,1	302,1	317,0	332,3	251,3
1 ^{er} trimestre 18 (2)	280,6	280,6	300,1	315,2	232,5
Ecart (1) - (2)	21,5	21,5	17,0	17,1	18,8
Variation en %	7,7	7,7	5,6	5,4	8,1

Source : ONAP

La hausse des prix fournisseurs se poursuit au 2^{ème} trimestre 2018. En effet, les prix fournisseurs moyens de tous les produits pétroliers à destination du Mali ont augmenté par rapport au trimestre précédent en liaison avec le redressement continu des cours mondiaux.

Ainsi, les prix fournisseurs moyens de tous les produits pétroliers sur les différents axes d'approvisionnement affichent une hausse oscillant entre 5,4% et 8,1%. De même, le prix fournisseurs moyens du jet A1 a progressé de 5,6% et de 1,1% respectivement sur l'axe du Sénégal et celui de la Côte d'Ivoire sur la même période.

a-2- Comparaison des prix moyens sur tous les axes :

Tableau 3 : Comparaison des prix moyens entre tous les axes au 2^{ème} trim. 2018 - FCFA / Litre

Libellé	Superc.	Pétrole lampant	Gasoil	DDO	Fuel-oil 180	Jet A1
Sénégal et Traders	302,1	302,1	317,0	332,3	251,3	335,3
Côte d'Ivoire	302,1	302,1	317,0	332,3	251,3	358,6
Niger	302,1	-	317,0	-	-	-

Source: ONAP

(-) non concerné Superc. = supercarburant

En matière d'approvisionnement en produits pétroliers, il ressort que les prix fournisseurs moyens sont les mêmes sur les trois axes à l'exception du jet A1 pour lequel l'axe du Sénégal revient moins cher.

b - Prix à la consommation des produits pétroliers :

Le tableau ci-dessous donne l'évolution des **prix indicatifs plafonds moyens à la pompe** des produits pétroliers entre le 2^{ème} trimestre 2018 et le 1^{er} trimestre de 2018.

Tableau 4 : Prix moyens à la pompe des produits pétroliers - en FCFA/Litre

Libellés	Supercarburant	Pétrole Lampant	Gasoil	DDO	Fuel - oil	Butane*
2 ^{ème} trimestre 18 (1)	708,0	Libre	627,0	627,0	429,0	1058,0
1 ^{er} trimestre 18 (2)	699,0	Libre	620,0	620,0	421,0	1032,0
Ecart (1) - (2)	9,0	-	7,0	7,0	8,0	26,0
Variation en %	1,3	-	1,2	1,2	1,9	2,5

Source : ONAP

* : Prix non subventionnés en FCFA/Kg

L'évolution des prix moyens à la pompe des produits pétroliers liquides en rythme trimestriel laisse entrevoir une hausse variant entre **1,2%** et **1,9%**, traduisant la tendance haussière des prix fournisseurs.

S'agissant du prix non subventionné du kilogramme de gaz butane, il progresse de **26,0 FCFA**, soit une augmentation de **2,5%** contre une hausse de **9,0 FCFA** au cours la période précédente.

c - Les stocks de produits pétroliers dans les dépôts :

Le stockage des produits pétroliers importés dans les dépôts est pris en charge dans la structure indicative de prix des carburants.

Le tableau ci - dessous présente **les mouvements de stocks** dans certains dépôts pétroliers du Mali au cours du 2^{ème} trimestre 2018. Il s'agit des dépôts : ONAP de Bamako – Sénou, SANKE – SGDS, STAR OIL de Niaréla, HRS de Bamako – Sénou.

Tableau 5 : Situation des stocks au 2^{ème} trimestre 2018 - en litres

Libellé	Superc	Gasoil	Pétrole lampant	Jet A1	Avgas
Stock Initial (1)	9 041 000	15 237 000	92 000	2 682 000	6 000
Receptions (2)	26 613 000	51 620 000	293 000	17 485 000	15 000
Sorties (consommation) (3)	28 384 000	56 833 000	312 000	12 617 000	5 000
Coulages (4)	220 000	317 000	5 000	3 836 000	-
Stock Final (5)=(1)+(2)-(3)-(4)	7 050 000	9 707 000	69 000	3 714 000	16 000
Sorties/j (6)=(3)/90	315 378	631 478	3 500	140 189	58
Nombre jours de consommation (7) = (5)/(6)	22	15	-	26	-
Nombre jours de consommation au 1T2018	30	24	-	22	-

Sources : Dépôts et ONAP

Superc = Supercarburant

On note que les nombres de jours de consommation pour les produits pétroliers de grande consommation au 2^{ème} trimestre 2018, notamment pour le supercarburant et le gasoil, sont en baisse par rapport à leurs niveaux au trimestre précédent. En effet, le nombre de jours de

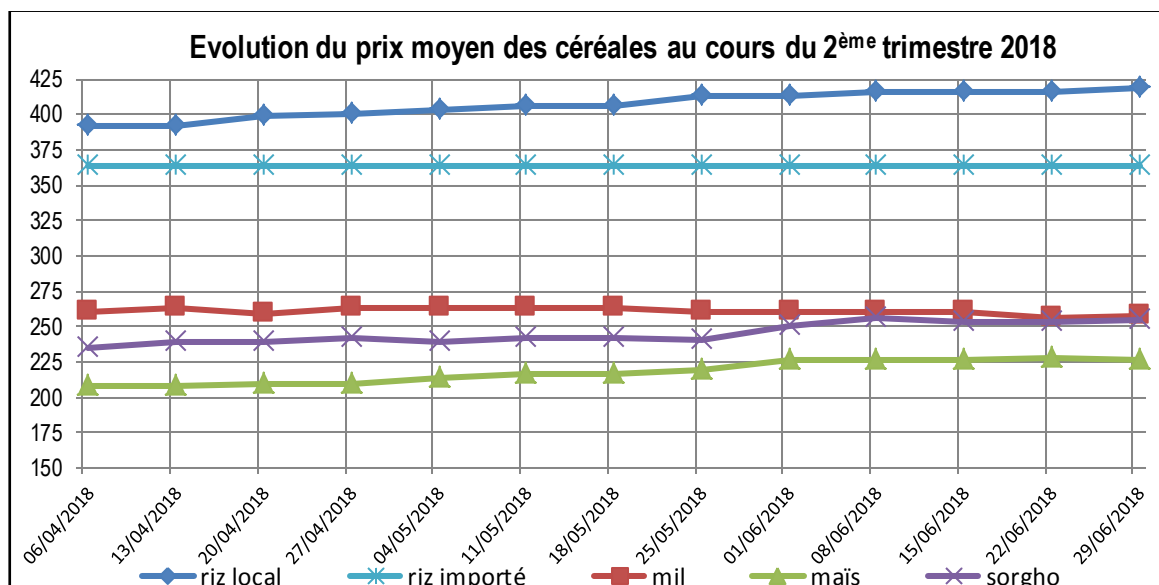
consommation du supercarburant recule de **8 jours** et celui du gasoil replie de **9 jours** sur la période concernée en rapport avec la baisse des stocks liée à la contraction des importations de ces produits. En revanche, le nombre de jours de consommation du jet A1 augmente de **4 jours** au 2^{ème} trimestre 2018 par rapport au 1^{er} trimestre 2018.

1-2 Prix à la consommation des autres produits :

a- Evolution des prix des produits de première nécessité :

a-1- Les prix moyens des céréales :

Graphique 4 : Evolution des prix moyens des céréales au 2^{ème} trimestre 2018



On observe une tendance stable des prix moyens du riz importé et du mil au cours du 2^{ème} trimestre contrairement à ceux des autres céréales qui affichent une hausse, notamment au cours du mois de juin.

Tableau 6 : Evolution des prix moyens des céréales au 2^{ème} trimestre 2018 par rapport au 1^{er} trimestre 2018 et par rapport au 2^{ème} trimestre 2017

Période	2T2018	1T2018	2T2017	Ecart (FCFA)	Ecart (FCFA)	Variation (%)	Variation (%)
Produits	(1)	(2)	(3)	(1) - (2)	(1) - (3)	(1)/(2)	(1)/(3)
Riz local	406	389	384	17	22	4,4	5,7
Riz importé	364	363	355	1	9	0,3	2,5
Mil	261	257	205	4	56	1,6	27,3
Maïs	218	193	191	25	27	13,0	14,1
Sorgho	245	232	191	13	54	5,6	28,3

Source : DGCC/OMA

unité : FCFA/kg

Les prix moyens des céréales du 2^{ème} trimestre 2018 ont connu une hausse par rapport à ceux du trimestre précédent, à l'exception du riz importé qui est resté stable.

La hausse s'explique principalement par :

- l'augmentation de la demande au cours du mois de Ramadan et de la poursuite des exportations vers les pays voisins ;
- la baisse de l'offre due à :
 - la baisse saisonnière de l'offre des céréales sèches ;
 - la baisse des superficies de contre saison à cause du très bas niveau de l'eau dans les bassins du fleuve Niger et de ses affluents le Sankarani et le Bani ;
 - la rétention de stock par les producteurs afin d'observer l'issue de la campagne agricole 2018/2019 ;
- la persistance de l'insécurité dans les zones de production ayant perturbé les circuits d'approvisionnement.

Cette tendance pourrait ainsi se poursuivre à la faveur de la période de soudure, généralement caractérisée par la diminution des réserves et la remontée des prix des produits alimentaires.

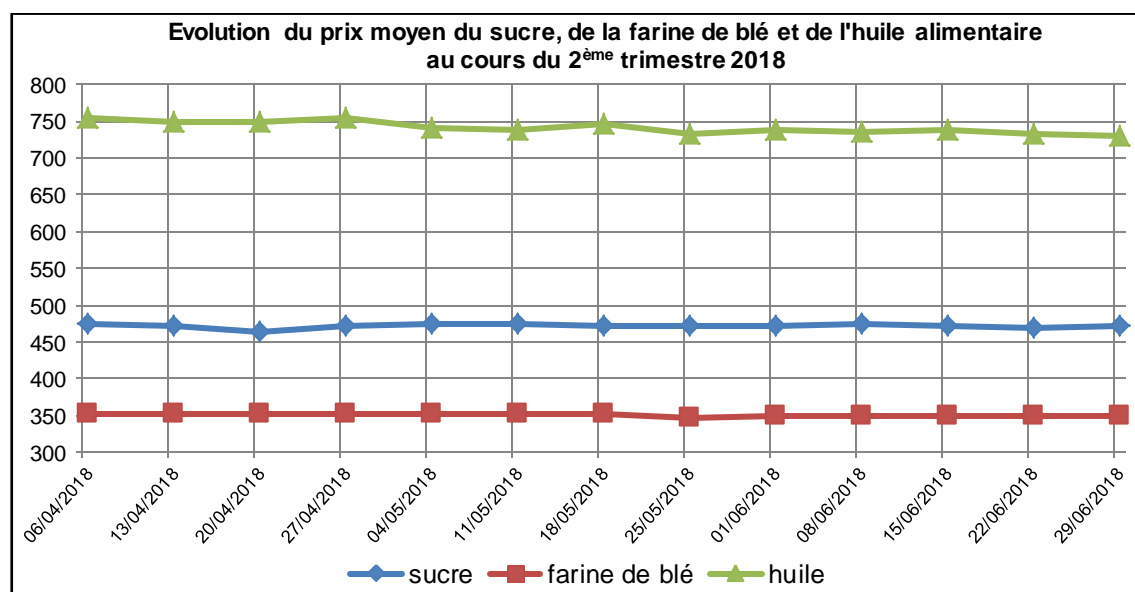
De même, les prix moyens des céréales ont enregistré une hausse par rapport à leurs niveaux du même trimestre de l'année passée. En effet, les céréales sèches ont connu la plus grande hausse de leurs prix moyens, à savoir : **+27,3%** pour le mil, **+14,1%** pour le maïs et **+28,3%** pour le sorgho.

Cette situation s'explique principalement par l'importance de la demande par rapport à l'offre à cause de :

- l'insuffisance pluviométrique de l'année 2017 ayant occasionné une baisse des rendements qui a poussé les paysans à baisser les quantités commercialisables de leur production ;
- la forte demande des pays voisins, dont les commerçants pratiquent de la surenchère sur les marchés de production ;
- l'augmentation de la demande du secteur de l'aviculture et de celle relative à la reconstitution des stocks institutionnels ;
- l'insécurité persistante qui a perturbé l'approvisionnement de certains marchés du pays.

a-2 Les prix moyens des produits de première nécessité (autres que les céréales) :

Graphique 5 : Evolution des prix moyens du sucre en poudre, de la farine de blé et de l'huile alimentaire au cours du 2^{ème} trimestre 2018



On observe une stabilité générale des prix moyens hebdomadaire du sucre et de la farine de blé au cours du 2^{ème} trimestre 2018. Par contre, on note un léger fléchissement du prix moyen hebdomadaire de l'huile alimentaire.

Tableau 7: Evolution des prix moyens des autres produits de première nécessité au 2^{ème} trimestre 2018 par rapport au 1^{er} trimestre 2018 et par rapport au 2^{ème} trimestre 2017

Période	2T2018	1T2018	2T2017	Ecart (FCFA)	Ecart (FCFA)	Variation (%)	Variation (%)
Produits	(1)	(2)	(3)	(1) - (2)	(1) - (3)	(1)/(2)	(1)/(3)
Sucre	471	481	557	-10	-86	-2,1	-15,4
Lait en poudre	2 259	2 288	2 336	-29	-77	-1,3	-3,3
Farine de blé	350	357	369	-7	-19	-2,0	-5,1
Huile alimentaire (**)	742	759	803	-17	-61	-2,2	-7,6
Sel	146	146	143	0	3	0,0	2,1
Thé(*)	381	372	366	9	15	2,4	4,1
Viande avec os	2 233	2 208	2 109	25	124	1,1	5,9
Poisson fumé	3 296	3 051	2 577	245	719	8,0	27,9

Source : DGCC

unité : FCFA/kg (*) FCFA/100g (**) FCFA/litre

Par rapport au trimestre précédent, les prix moyens des autres produits de première nécessité en dehors des céréales ont évolué de façon contrastée. En effet, les prix du sucre, du lait en poudre, de la farine de blé et de l'huile alimentaire ont connu une baisse sur la période sous revue. Par contre, ceux du thé, de la viande avec os et du poisson fumé sont en hausse, tandis que le prix du sel est resté stable.

La hausse du prix du poisson fumé s'explique principalement par la baisse de l'offre en raison de la faiblesse des captures. En outre, la pluviométrie de la nouvelle campagne agricole n'a pas encore permis le renouvellement suffisant des eaux du Delta intérieur du Niger pour permettre les activités de transport du poisson entre la zone de pêche et les zones de consommation.

Par rapport au même trimestre de l'année passée, les prix moyens sont en baisse pour le sucre, le lait en poudre, la farine de blé et l'huile alimentaire et en hausse pour les autres produits, notamment le poisson fumé avec une augmentation de **27,9%**. La hausse est principalement liée à la baisse de l'offre en raison de la faiblesse du niveau des cours d'eau occasionnée par l'insuffisance pluviométrique de l'année 2017. Cette situation n'a pas créé les conditions nécessaires pour le renouvellement du stock de poisson dans les cours d'eau.

En outre, la décrue précoce du Delta intérieur du Niger a entraîné l'arrêt des activités de transport du poisson entre la zone de pêche et les zones de consommation.

b- Evolution des stocks grossistes des produits de première nécessité

Tableau 8: Evolution des stocks grossistes des produits de 1^{ère} nécessité à fin juin 2018 par rapport à fin mars 2018 et à fin juin 2017

Période Produits	Juin 2018	Mars 2018	Juin 2017	Ecart par rapport à mars 2018		Ecart par rapport à juin 2017	
				Qté	%	Qte	%
Riz	62 845	74 155	40 288	-11 310	-15,3	22 557	56,0
Mil	1 788	1 338	808	450	33,6	980	121,3
Maïs	1 643	1 522	874	121	8,0	769	88,0
Sorgho	653	598	439	55	9,2	214	48,7
Sucre	42 378	33 901	27 028	8 477	25,0	15 350	56,8
Lait en poudre	1 584	1 627	562	-43	-2,6	1 022	181,9
Farine de blé	1 547	1 072	789	475	44,3	758	96,1
Huile	2 072	1 434	1 049	638	44,5	1 023	97,5
Sel	459	365	266	94	25,8	193	72,6
Thé	452	650	591	-198	-30,5	-139	-23,5

Source : DGCC

unité : en tonne

Qté = quantité en tonne

Les stocks grossistes à la fin du 2^{ème} trimestre 2018 sont en hausse par rapport au trimestre précédent à l'exception de celui du riz, du lait en poudre et du thé qui ont connu une baisse respectivement de **15,3%**, de **2,6%** et de **30,5%**.

Par rapport à leurs niveaux de la même période de l'année précédente, les stocks grossistes à la fin du 2^{ème} trimestre 2018 sont en hausse pour tous les produits, sauf pour le thé qui a connu une baisse de **23,5%**.

1-3 Indices des prix et variations :

Au cours du 2^{ème} trimestre 2018, le niveau général de l'indice des prix à la consommation affiche une variation positive en rythme mensuel sous l'impulsion principalement de la remontée progressive des prix des produits alimentaires, notamment les céréales dont les prix ont quelque peu baissé en juin en liaison avec la fin du mois de ramadan. Cette situation de hausse ne peut être les conséquences du déficit pluviométrique de la campagne agricole passée. De même, la hausse des prix d'un certain nombre de produits ont contribué à

rehausser le niveau de l'indice global durant le trimestre sous revue. Il s'agit entre autres des combustibles solides du fait de leur caractère saisonnier, des carburants et lubrifiants avec l'augmentation des prix à la pompe, des articles d'habillements et de chaussures en rapport avec les préparatifs de la fête de ramadan ainsi que des meubles, articles de ménage et d'entretien courant du foyer. En effet, la variation de l'indice est passée de **1,0%** en avril à **1,5%** en mai et **0,1%** en juin 2018.

S'agissant de la variation l'indice global en rythme annuel, elle demeure positive durant le 2^{ème} trimestre 2018 à des taux oscillant entre **+2,6%** et **+3,4%**. Ces niveaux élevés de l'indice général sont imprimés en partie par la hausse des prix des céréales qui est imputable notamment aux conséquences de l'arrêt précoce de la pluie au cours de la dernière campagne agricole. En effet, les prix des céréales non transformées ont augmenté de **8,5%**, **11,2%** et **8,2%** en glissement annuel respectivement en avril, en mai et en juin 2018. De même, la cherté des combustibles solides, la hausse des prix des carburants et lubrifiants du fait de l'augmentation des prix à la pompe et dans une moindre mesure le coût d'acquisition élevé des meubles et articles de ménage eu égard à la demande croissante ont contribué à relever le niveau de l'indice sur la période.

En juillet 2018, on observe la même tendance haussière mais moins intense avec une variation en glissement annuel de **+1,9%** pour presque les mêmes raisons que les trois précédents mois. En revanche, la fonction « communication » est ressortie encore en baisse de **7,0%** à cause des bonus accordés fréquemment.

Quant à l'indicateur de convergence de l'UEMOA en matière d'inflation, il affiche une hausse durant le 2^{ème} trimestre 2018 jusqu'en juillet 2018 en rapport essentiellement avec une baisse de l'offre de céréales sur les marchés, mais demeure inférieur à **3,0%**. Son niveau est passé de **+2,0%** en avril à **+2,2%** en mai, **+2,3%** en juin et **+2,1%** en juillet 2018. Cette tendance traduit globalement une certaine tension sur les prix des produits.

2 - La production industrielle

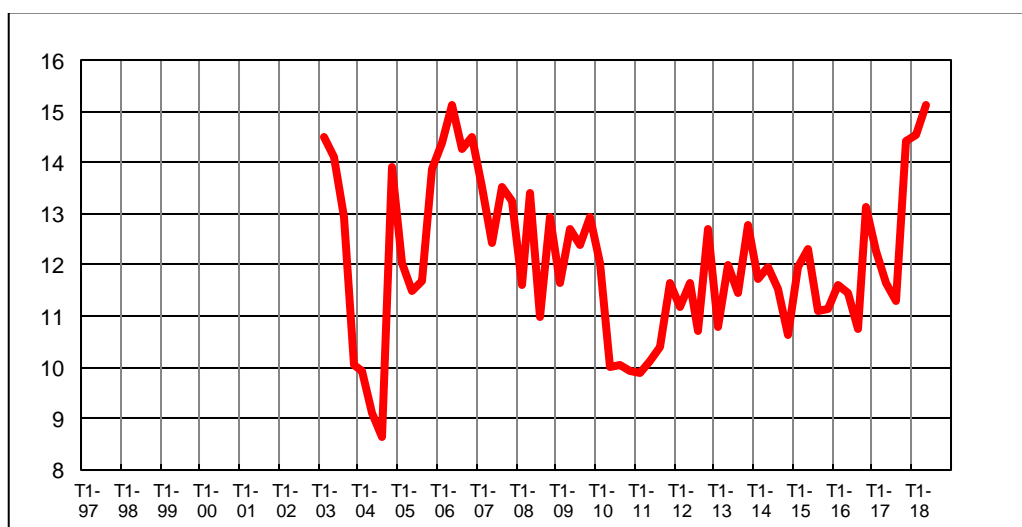
2-1- Production et exportation d'or :

Tableau 9 : Production et exportation d'or

	production	Prévision de Production	Exportation	Exportation
	tonne	tonne	milliards FCFA	tonne
T1-12	11,2	9,3	189,7	9,9
T2-12	11,6	11,0	205,7	13,8
T3-12	10,7	11,9	227,7	11,8
T4-12	12,7	12,3	251,5	13,0
T1-13	10,8	11,0	215,4	11,0
T2-13	12,0	11,6	227,1	12,0
T3-13	11,4	11,2	237,7	12,0
T4-13	12,8	11,3	254,1	13,0
T1-14	11,7	11,0	242,3	12,0
T2-14	12,0	11,1	217,8	14,0
T3-14	11,5	10,8	247,0	13,0
T4-14	10,6	12,4	212,5	10,9
T1-15	12,0	11,7	247,3	14,0
T2-15	12,3	11,8	217,9	12,0
T3-15	11,1	10,6	213,0	11,0
T4-15	11,1	11,0	275,0	15,0
T1-16	11,6	11,0	367,1	22,0
T2-16	11,4	11,0	355,0	21,0
T3-16	10,8	10,2	234,4	10,0
T4-16	13,1	11,1	312,1	13,0
T1-17	12,3	11,4	307,5	13,0
T2-17	11,6	12,8	300,7	13,0
T3-17	11,3	10,5	294,0	12,0
T4-17	14,4	11,7	384,7	16,0
T1-18	14,6	13,9	381,7	16,0
T2-18	15,1	15,7	377,5	16,0

Sources: - Production DNGM - Exportation Douane

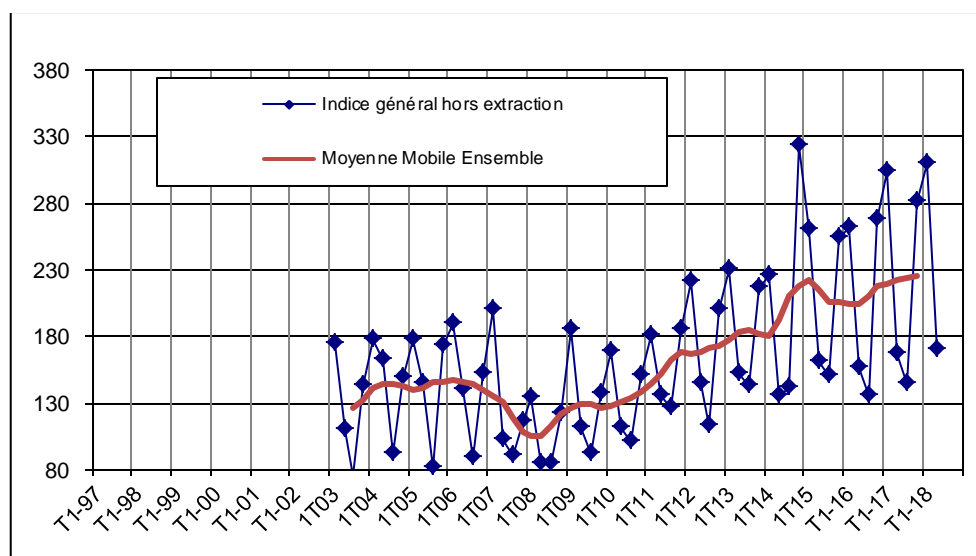
Graphique 6 : Production d'or en tonne



Au titre du 2^{ème} trimestre 2018, la production moderne d'or est d'un peu plus de **15,1 tonnes** contre **14,6 tonnes** au cours du trimestre précédent et de **11,6 tonnes** pour le 2^{ème} trimestre 2017. La quantité produite d'or moderne au cours du 2^{ème} trimestre 2018 a quasiment atteint le niveau trimestriel record du 2^{ème} trimestre 2006 dont la production est de **15,2 tonnes**. En effet, l'or industriel produit durant le 2^{ème} trimestre 2018 progresse de **30,0%** et de **4,1%** respectivement par rapport au 2^{ème} trimestre 2017 et par rapport au trimestre précédent. Cette performance s'explique en partie par l'entrée en production de nouvelles mines. Cependant, le taux de couverture des prévisions au 2^{ème} trimestre 2018 est de **96,4%**. Cette tendance devrait se poursuivre au prochain trimestre d'autant que la production au 31 juillet 2018 est de **34,6 tonnes** contre **27,8 tonnes** au 31 juillet 2017, soit une augmentation de **6,8 tonnes**. Dans le même registre, le taux de réalisation des prévisions au cours de la même période est de **104,9%**.

2-2- L'Indice Harmonisé de la Production Industrielle (IHPI):

Graphique 7 : L'indice harmonisé de la production industrielle hors extraction



L'indice harmonisé de la production industrielle hors extractive baisse de niveau de **45,0%** par rapport au trimestre précédent, malgré la hausse de la production d'électricité et d'eau. En revanche, le niveau général de l'indice harmonisé de la production industrielle hors extractive progresse de **2,3%** par rapport par rapport au 2^{ème} trimestre 2017.

➤ Par rapport au 2^{ème} trimestre 2017

Le niveau général de l'indice de la production industrielle hors extractive est en hausse de **2,3%**, malgré la baisse de **12,9%** de la manufacture. L'augmentation du niveau de l'indice est impulsée par la performance de l'activité d'égrenage du fait surtout de la hausse de la production cotonnière. L'augmentation de la production d'eau et d'électricité et de l'industrie métallique au regard de la demande du secteur de la construction ont contribué à relever le niveau de la production industrielle hors extractive sur la période ;

➤ Par rapport au 1^{er} trimestre 2018

Le niveau général de l'indice de la production industrielle hors extractive recule de **45,0%** sous l'effet de la forte baisse de **92,9%** de la production d'égrenage en liaison du fait de son caractère saisonnier et du reflux de **16,4%** de l'industrie manufacturière. En effet, toutes les branches industrielles de la manufacture ont replié à l'exception de l'industrie métallique, la fabrication des produits en caoutchouc et la fabrication de produits en papier grâce à une demande ponctuelle. La contreperformance de la manufacture est liée aux coûts de production trop élevés qui ne permettent pas audit sous-secteur de faire face à la concurrence.

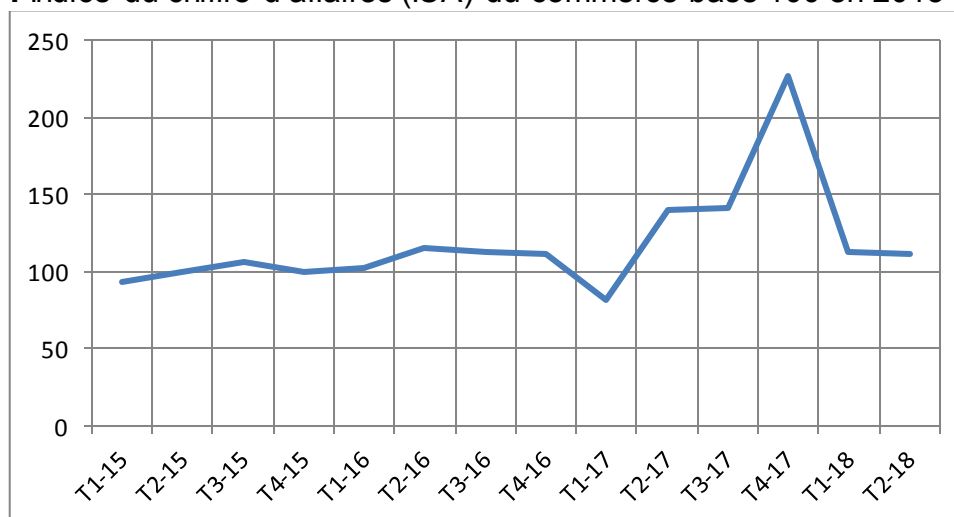
2-3-L'opinion des industriels sur leur activité :

Les résultats de l'enquête d'opinion auprès des chefs d'entreprises industrielles au 2^{ème} trimestre 2018 (à l'exception des entreprises minières) confirment la tendance baissière de la production industrielle hors extractive avec un solde d'opinions défavorable. En effet, la majorité des répondants se sont prononcés pour une diminution de leur production au cours du 2^{ème} trimestre 2018 avec un solde d'opinions défavorable de **53,0%**. De l'avis des répondants, cette tendance s'explique par des difficultés d'écoulement pour **40,0%** des réponses, **20,0%** indiquent l'insuffisance de matières premières et **10,0%** se prononcent pour l'insuffisance d'équipement. Mieux, la baisse de la production industrielle hors extractive se reflète parfaitement par le fait que seul **30,0%** des répondants estiment avoir utilisé plus de **75,0%** de leur capacité de production.

En termes de perspectives de production au cours du 3^{ème} trimestre 2018, les résultats de l'enquête augurent quelque peu une augmentation de la production avec **7,7%** de solde d'opinions favorable.

3- Le commerce intérieur

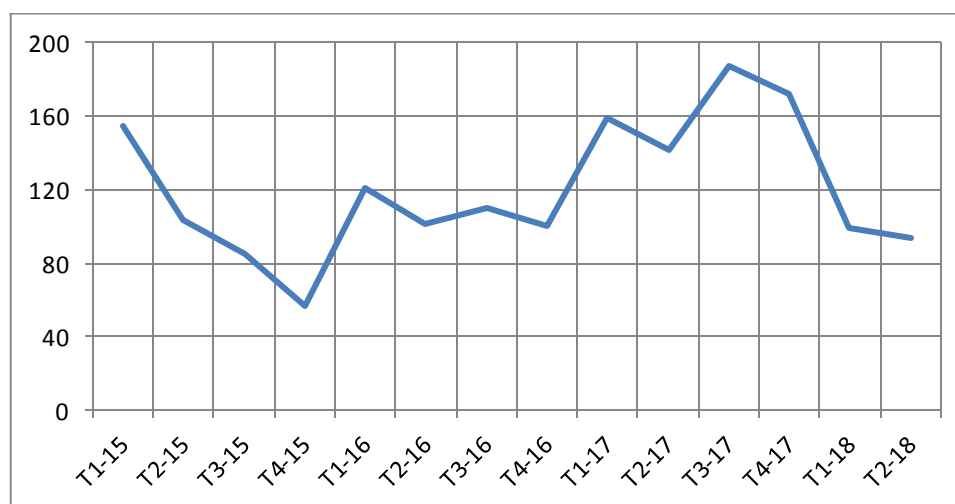
Graphique 8 : Indice du chiffre d'affaires (ICA) du commerce base 100 en 2015



La baisse de niveau de l'indice du chiffre d'affaires dans le secteur d'activité du commerce intérieur entamée au 1^{er} trimestre 2018 se poursuit au 2^{ème} trimestre 2018. En effet, l'indice du chiffre d'affaires du commerce a replié de **1,5%** par rapport au trimestre précédent malgré la hausse de **1,3%** de la branche du commerce de détail. Par rapport au 2^{ème} trimestre 2017, la baisse est relativement plus forte avec un recul de **20,3%**. Cette situation est caractéristique du ralentissement de l'activité économique qui prévaut.

4- Les bâtiment et travaux publics

Graphique 9 : Indice du chiffre d'affaires (ICA) de la construction ou BTP base 100 en 2015



L'évolution de l'indice du chiffre d'affaires laisse entrevoir un repli de l'activité de construction qui se poursuit au 2^{ème} trimestre 2018. Cette situation pourrait s'expliquer par le fait que l'essentiel des grands travaux inscrits dans les programmes d'investissement démarré en 2016 a atteint son paroxysme en 2017 au regard de la réalisation du programme social d'urgence présidentiel. Ainsi, l'indice du chiffre d'affaires de l'activité de construction baisse de **5,0%** et de **33,5%** respectivement par rapport au trimestre précédent et par rapport à la même période en 2017. Toutefois, le secteur de la construction se maintient à un bon niveau.

5 – Le coût de la construction :

Tableau 10 : Indice du coût de la construction (ICC) base 100 en 2015

Sous-indices	Pondération	2T2017	1T2018	2T2018	Variation 2T2018 / 2T2017 en %	Variation 2T2018 / 1T2018 en %
Matériaux de construction	7277,8	102,6	106,8	107,2	4,5	0,4
Coût de la main d'œuvre	2074,2	108,4	107,6	110,2	1,7	2,4
Moyens de gestion	648,0	96,0	105,6	96,1	0,1	-9,0
Indice Coût de la construction	10 000	103,4	106,9	107,1	3,6	0,2

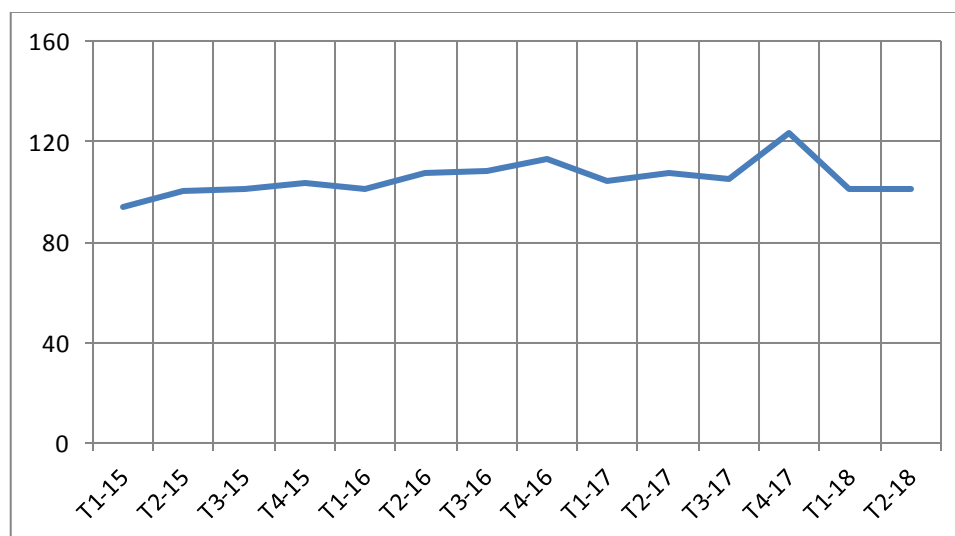
Source : INSTAT

Le coût de la construction augmente de **3,9%** au 2^{ème} trimestre 2018 par rapport au 2^{ème} trimestre 2017. La hausse est imputable surtout à la remontée du niveau des prix des

matériaux de construction du fait de la demande croissante ainsi qu'au coût de la main d'œuvre qui revient plus chers sur la période. En revanche, les prix des moyens de gestion n'ont presque pas varié. Par rapport au trimestre précédent, le coût de la construction n'a progressé que de **0,2%** en dépit de la hausse de **2,4%** du coût de la main d'œuvre du fait de sa rareté liée à l'hivernage eu égard à la priorité donnée aux travaux champêtres. La hausse du coût de la construction est surtout atténuée par la forte baisse des prix des moyens de gestion, notamment l'eau du fait de l'abondance pendant l'hivernage.

6- Les services hors financiers

Graphique 10 : Indice du chiffre d'affaires (ICA) des services hors financiers base 100 en 2015



A l'instar des activités de construction et de commerce, l'évolution de l'activité de services hors finance au 2^{ème} trimestre 2018 indique une situation globalement morose. L'indice du chiffre d'affaires des services hors finances demeure quasi stagnant au 2^{ème} trimestre 2018 par rapport au 1^{er} trimestre 2018 malgré une bonne tenue des activités spécialisées, scientifiques et techniques et que des activités de services de soutien et de bureau du fait du climat d'insécurité qui y règne. Par rapport au 2^{ème} trimestre 2017, le niveau de l'indice replie de **6,1%**. Toutes les branches ont contribué à cette baisse à l'exception des branches « transport et entreposage » de même que « hébergement et restauration ». La performance de la branche 'hébergement et restauration est imputable à la composante « restauration et débits de boissons » en liaison avec les événements grandioses organisés par les nationaux. En revanche, l'hébergement souffre de la baisse continue du niveau d'arrivées auprès des établissements dédiés à cette activité.

7- Le commerce extérieur

7-1- Les importations :

a- Les réalisations :

Tableau 11 : Comparaisons entre les importations au 2^{ème} trimestre 2018 au 1^{er} trimestre 2018 et au 2^{ème} trimestre 2017

PERIODES	Référence	PP	PNP	TOTAL
2 ^{ème} trimestre 2018 (1)	POIDS	360,8	1 360,7	1 721,5
	VALEURS	146,3	506,7	653,0
1 ^{er} trimestre 2018 (2)	POIDS	383,2	1 604,0	1 987,2
	VALEURS	144,6	557,9	702,5
2 ^{ème} trimestre 2017 (3)	POIDS	366,1	1 186,7	1 552,8
	VALEURS	130,3	510,6	640,9
VARIATIONS (1/2) en %	POIDS	-5,8	-15,2	-13,4
	VALEURS	1,2	-9,2	-7,0
VARIATIONS (1/3) en %	POIDS	-1,4	14,7	10,9
	VALEURS	12,3	-0,8	1,9

Source : DGD Poids en milliers de tonnes Valeur en milliards FCFA

PP= Produits Pétroliers PNP= Produits Non Pétroliers

Au titre du 2^{ème} trimestre 2018, les importations globales reculent par rapport au trimestre précédent. Cette tendance globalement baissière des importations impactera négativement les recettes d'importation. En revanche, par rapport au 2^{ème} trimestre 2017, les importations progressent.

➤ **Par rapport au 1^{er} trimestre 2018**

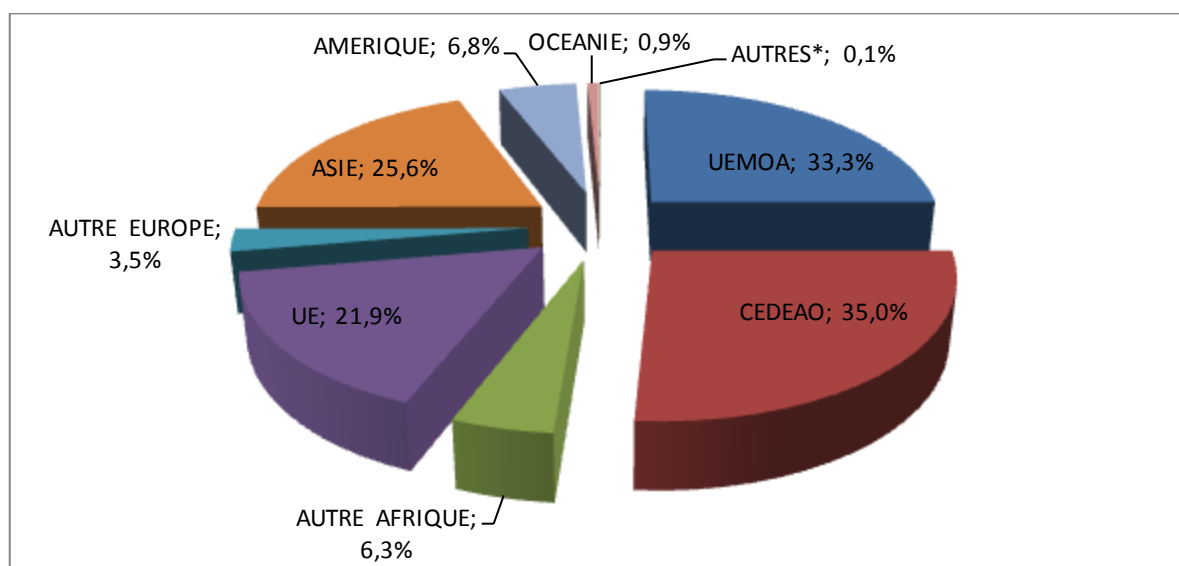
Le volume global des importations baissent de **13,4%** sur la période. De même, les valeurs totales des importations baissent de **7,0%** malgré une hausse de celles des produits pétroliers suite à la tendance haussière du cours du baril ;

➤ **Par rapport au 2^{ème} trimestre 2017**

Le volume des importations enregistrées au cordon douanier est en hausse de **10,9%** sous l'effet de l'augmentation du volume des produits non pétroliers. Il en est de même pour la valeur des importations avec une hausse de **1,9%** liée à celle des produits pétroliers du fait de la remontée des cours mondiaux du baril.

b- La répartition géographique des importations :

Graphique 11: Répartition par zone géographique d'origine des importations du Mali en valeur au 2^{ème} trimestre 2018



* il s'agit surtout des importations dont le pays d'origine n'est pas renseigné

A l'instar du trimestre précédent, la zone CEDEAO, grâce aux importations de l'UEMOA, demeure la principale origine des importations du Mali au 2^{ème} trimestre 2018 avec 35,0% des importations en valeur. La zone CEDEAO est suivie de l'Asie pour **25,6%**, de l'Union Européenne pour **21,9%** et l'Amérique pour **6,8%**.

Au titre du classement des principaux pays d'origine des importations du Mali en termes de valeur au 2^{ème} trimestre 2018, le Sénégal est en tête avec **20,2%** contre **18,8%** au trimestre précédent. Le Sénégal est suivi entre autres de la Chine (**15,8%**), et de la France (**8,5%**).

Par ailleurs, on note que les vingt principaux produits pourvoyeurs de recettes représentent **86,2%** des émissions au compte du budget d'Etat au 2^{ème} trimestre 2018 contre **85,5%** au trimestre précédent. Parmi ces produits, les quatre premiers pourvoyeurs de recettes sont dans l'ordre :

- ✓ hydrocarbures pour **32,9%** des liquidations totales au compte du budget d'Etat (BE) contre **29,3%** au 1^{er} trimestre 2018;
- ✓ Véhicules, parties et accessoires pour **7,2%** des liquidations totales au compte du BE contre **8,4%** au trimestre précédent;
- ✓ Machines, appareils et engins mécaniques, pour **7,2%** des liquidations totales au compte du BE contre **6,8%** au 1^{er} trimestre 2018 ;
- ✓ Cigarettes, pour **6,6%** des liquidations totales au compte du BE contre **5,8%** au trimestre précédent.

c- La mise à la consommation des principaux produits pétroliers :

Tableau 12 : Mises à la consommation des principaux produits pétroliers en millions de litres

MISES A LA CONSOMMATION PRODUITS PETROLIERS					
en millions de litres					
	VOLUMES			VARIATIONS	
	2T2018	1T2018	2T2017	2T2018/1T2018	2T2018/2T2017
Super	74,3	74,7	80,4	-0,6%	-7,6%
Gasoil	247,8	248,4	229,5	-0,2%	8,0%
DDO	0,0	0,0	0,0	-	-
Pétrole	0,1	1,0	0,4	-90,0%	-75,0%
TOTAL(1)	322,2	324,1	310,3	-0,6%	3,9%
TTC(2)	193,0	205,1	215,3	-5,9%	-10,4%
EXO(3)	129,2	119,0	95,0	8,6%	36,0%
(3/1)%	40,1%	36,7%	30,6%	-	-

Source : DGD

TTC : Toutes taxes comprises

EXO : exonéré

Au 2^{ème} trimestre 2018, il a été mis à la consommation au Mali **322,2 millions de litres** de produits pétroliers contre **324,1 millions de litres** au trimestre précédent. Le volume total de produits pétroliers mis à la consommation au 2^{ème} trimestre 2018 est composé de **129,2 millions de litres** en **exonération** de droits et taxes et **193,0 millions de litres** en **TTC** contre une répartition de **205,1 millions de litres** en **TTC** et **119,0 millions de litres** en **exonération** des droits et taxes au 1^{er} trimestre 2018.

Il ressort que, par rapport au trimestre précédent, le volume global de produits pétroliers mis à la consommation durant le 2^{ème} trimestre 2018 recule légèrement de **0,6%** tout comme les volumes TTC avec un repli de **5,9%**. En revanche, le niveau des volumes exonérés progressent de **8,6%** sur la même période.

Par rapport au 2^{ème} trimestre 2017, les mises à la consommation totales augmentent de **3,9%** de même que les volumes exonérés avec une hausse de **36,0%**. Par contre, les volumes TTC ont reculé de **10,4%** sur la même période.

L'augmentation du niveau des exonérations est due principalement aux régularisations qui ont été effectuées au cours du trimestre ainsi qu'à la mise en production de deux nouvelles mines.

d- La fiscalité pétrolière :

Tableau 13 : Structure des prix des produits pétroliers

PRELEVEMENTS MOYENS F CFA/ LITRE						
Mois	Réalizations		Prévisions		Ecart Réalisations-Prévisions	
	super	gasoil	super	gasoil	super	gasoil
janv-17	244,90	172,35	271,88	187,68	-26,98	-15,33
févr-17	244,90	172,35	271,88	187,68	-26,98	-15,33
mars-17	230,60	154,46	271,88	187,68	-41,28	-33,22
avr-17	249,65	166,44	271,88	187,68	-22,23	-21,24
mai-17	238,52	166,65	271,88	187,68	-33,36	-21,03
juin-17	258,84	180,97	271,88	187,68	-13,04	-6,71
juil-17	273,48	197,67	271,88	187,68	1,60	9,99
août-17	271,00	192,39	271,88	187,68	-0,88	4,71
sept-17	265,72	190,32	271,88	187,68	-6,16	2,64
oct-17	264,72	178,61	271,88	187,68	-7,16	-9,07
nov-17	263,78	177,14	271,88	187,68	-8,10	-10,54
déc-17	253,83	164,53	271,88	187,68	-18,05	-23,15
janv-18	253,58	164,23	261,94	182,52	-8,36	-18,29
févr-18	242,92	154,08	261,94	182,52	-19,02	-28,44
mars-18	251,48	166,91	261,94	182,52	-10,46	-15,61
avr-18	251,18	166,86	261,94	182,52	-10,76	-15,66
mai-18	237,05	149,88	261,94	182,52	-24,89	-32,64
juin-18	225,15	141,92	261,94	182,52	-36,79	-40,60
juil-18	217,32	132,49	261,94	182,52	-44,62	-50,03
août-18	216,44	133,71	261,94	182,52	-45,50	-48,81
sept-18	...	...	261,94	182,52	...	...
oct-18	...	...	261,94	182,52	...	...
nov-18	...	...	261,94	182,52	...	...
déc-18	...	...	261,94	182,52	...	...

Source : DGD réel : réalisation ... : non disponible

La détérioration des prélèvements fiscaux sur les produits pétroliers se poursuit. En effet, l'écart avec les niveaux prévisionnels ne cesse de se creuser.

Ainsi, par rapport au prélèvement fiscal retenu dans les prévisions 2018 de la Douane, la structure du mois de juin 2018 dégage un gap de **36,79 FCFA/litre** pour le super et **40,60 FCFA/litre** pour le gasoil, contre respectivement un gap de **8,36 FCFA/litre** pour le super et **18,29 FCFA/litre** pour le gasoil en janvier 2018. Au mois d'août 2018, le gap pour le super et le gasoil est respectivement de **45,50 FCFA/litre** et de **48,81 FCFA/litre**.

7-2 Exportations :

Tableau 14: Comparaisons entre les exportations au 2^{ème} trimestre 2018 au 1^{er} trimestre 2018 et 2^{ème} trimestre 2017

PERIODES	REFERENCE	COTON	OR	ENGRAIS	AUTRES	TOTAL
2 ^{ème} trimestre 2018 (1)	POIDS	2 160	16	44 206	109 846	156 227
	VALEURS	1 207	377 510	10 503	46 560	435 780
1 ^{er} trimestre 2018 (2)	POIDS	2 000	16	90 336	164 101	256 453
	VALEURS	623	381 681	19 937	54 633	456 874
2 ^{ème} trimestre 2017 (3)	POIDS	855	13	42 631	139 069	182 567
	VALEURS	616	300 741	8 748	42 608	352 713
VARIATIONS (1/2)	POIDS	8,0%	-2,5%	-51,1%	-33,1%	-39,1%
	VALEURS	93,8%	-1,1%	-47,3%	-14,8%	-4,6%
VARIATIONS (1/3)	POIDS	152,6%	23,8%	3,7%	-21,0%	-14,4%
	VALEURS	96,1%	25,5%	20,1%	9,3%	23,6%

Source : DGD

Poids en tonne, valeurs en million FCFA

Le niveau des exportations globales au 2^{ème} trimestre 2018 baisse par rapport au trimestre précédent en dépit de la hausse des exportations de coton. Par rapport au 2^{ème} trimestre 2017, le volume des exportations recule tandis que les exportations augmentent en valeur.

➤ Par rapport au 1^{er} trimestre 2018

Le volume des exportations globales baisse de **39,1%**. En valeur, les exportations ont replié de **4,6%**. Le recul est surtout imputable au reflux des exportations d'engrais et d'or.

➤ Par rapport au 2^{ème} trimestre 2017

La quantité totale de marchandises exportées baisse de **14,4%**, malgré la hausse qu'affichent les exportations de coton et d'or. En revanche, la valeur des exportations totales a augmenté. Tous les groupes de produits ont significativement contribué à cette hausse, notamment le coton et l'or au regard de la bonne tenue de leurs cours mondiaux.

7-3 Le solde commercial et le taux de couverture :

Tableau 15 : Taux de couverture des importations par les exportations (réalisations)

Période/Désignation	2T16	3T16	4T16	1T17	2T17	3T17	4T17	1T18	2T18
Importations (M)	572,0	542,0	593,1	624,3	640,9	732,5	781,3	702,5	653,0
Exportations (X)	431,1	305,9	376,8	368,5	352,7	358,9	473,4	456,9	435,8
Solde (X-M)	-140,9	-236,1	-216,3	-255,8	-288,2	-373,6	-307,9	-245,6	-217,2
Taux de couverture (X / M) en %	75,4	56,4	63,5	59,0	55,0	49,0	60,6	65,0	66,7

Source : INSTAT - DGD

En milliard de FCFA

Le solde commercial au 2^{ème} trimestre 2017 est de **-217,2 milliards FCFA**. Il est meilleur à celui du 1^{er} trimestre 2018 et du 2^{ème} trimestre 2017 du fait d'une baisse beaucoup plus importante des importations que celle des exportations. Il en est de même pour le taux de couverture des importations par les exportations sur les mêmes périodes.

8 - Les finances publiques

Tableau 16: Budget de l'Etat (TOFE)

	Budget de l'Etat									
	Source : TOFE									
	Recettes hors dons (1)	Recettes fiscales	Dépenses totales (2)	Dépenses courantes (3)	dont Salaires	dont intérêts sur la dette (4)	Dépenses d'investissements (5)	dont investissements sur ressources internes (6)	Autres dépenses (7)	Dépenses PPTE
mld CFA	mld CFA	mld CFA	mld CFA	mld CFA	mld CFA	mld CFA	mld CFA	mld CFA	mld CFA	mld CFA
T1-13	223,1	187,6	225,2	140,6	64,0	7,1	54,7	18,7	29,9	-
T2-13	255,8	211,3	273,5	203,1	69,9	4,8	49,1	53,5	21,3	-
T3-13	244,3	209,8	247,1	197,3	76,4	11,7	27,3	46,4	22,5	-
T4-13	228,1	196,0	551,0	259,7	80,4	8,9	262,7	99,3	28,7	-
T1-14	257,1	224,8	210,0	142,4	79,9	5,1	21,0	21,0	46,6	-
T2-14	310,3	242,8	384,1	224,1	65,2	10,3	118,8	41,5	41,2	-
T3-14	259,6	231,7	211,4	207,7	78,2	15,2	-27,3	38,9	31,0	-
T4-14	279,8	194,5	759,2	271,0	89,8	8,8	466,4	168,3	21,9	-
T1-15	311,9	247,5	272,3	172,1	76,9	12,7	41,5	16,4	58,7	-
T2-15	355,2	280,6	326,3	213,4	83,5	9,3	65,2	25,1	47,7	-
T3-15	253,1	246,0	390,8	249,0	97,4	10,2	147,4	58,3	-5,6	-
T4-15	352,6	307,7	610,5	301,8	100,3	18,8	275,1	148,4	33,6	-
T1-16	336,7	294,0	336,3	208,2	97,6	10,4	91,3	68,3	36,7	-
T2-16	410,0	325,7	536,7	273,8	86,6	19,3	192,6	84,1	70,3	-
T3-16	320,0	269,7	404,5	242,2	107,8	8,8	121,9	118,5	40,4	-
T4-16	592,8	354,8	835,7	284,9	105,7	17,0	334,1	469,0	216,7	-
T1-17	350,1	302,2	368,5	227,1	93,4	22,5	104,1	68,2	37,4	-
T2-17	422,7	359,4	514,7	292,4	106,4	24,4	184,3	84,7	37,9	-
T3-17	437,2	338,3	502,7	256,2	103,7	14,3	205,4	158,8	41,1	-
T4-17	435,6	353,9	659,1	329,3	129,0	13,2	290,7	219,7	39,1	-
T1-18	356,8	304,3	368,5	236,8	100,2	16,9	85,0	62,5	46,6	-
T2-18	389,8	327,7	400,8	228,8	94,6	34,8	130,1	92,1	41,9	-

Source : TOFE _ DNTCP

les données sont en flux et non en cumul

8-1 Les recettes globales :

Contrairement à l'année passée, les recettes totales hors dons à fin juin 2018 baissent de **4,1%**, soit un recul de **25,3 milliards FCFA** par rapport à leur niveau à la même période en 2017. On note une contraction du niveau de réalisation de recettes par rapport à fin mars 2018. Cette situation s'explique par la contreperformance enregistrée sur la même période au niveau des recettes fiscales notamment les impôts indirects. De même, le taux de couverture des prévisions de recettes demeure inférieur à celui de la même période en 2017. En effet, le taux

de réalisation des prévisions de recettes totales hors dons au 30 juin 2018 est de **87,0%** contre **92,8%** à fin juin 2017. Il en est de même pour les recettes fiscales avec un taux de réalisation des prévisions de **85,2%** contre **99,3%** au 30 juin 2017. De l'analyse, il ressort que cette situation est due à la conjoncture économique difficile qui prévaut.

8-1-1 Les recettes de la Direction Générale des Impôts (DGI) :

Les objectifs de recettes assignées à la DGI au titre de l'année 2018 sont de **845,6 milliards FCFA**. Les prévisions de recettes du 1^{er} trimestre 2018 sont fixées à **191,1 milliards FCFA**.

a- Evolution des recettes de la DGI :

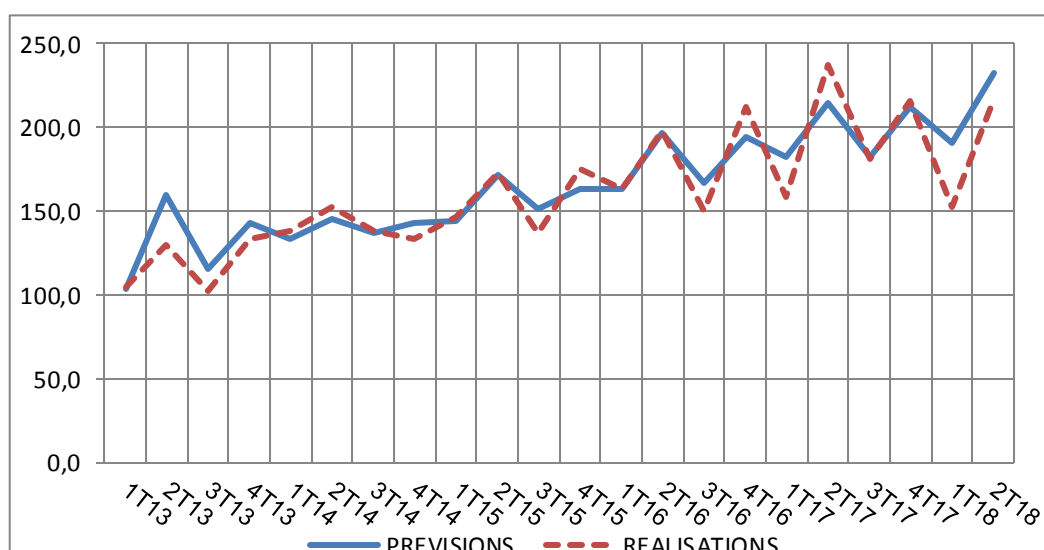
Tableau 17 : Evolution trimestrielle des recettes par grande masse

PERIODE	IMPOTS DIRECTS		IMPOTS INDIRECTS		ENREGISTREMENT ET TIMBRE		TOTAL	
	PREVISION	REALISATION	PREVISION	REALISATION	PREVISION	REALISATION	PREVISION	REALISATION
1T16	85 805	85 805	67 995	67 995	8 991	8 991	162 791	162 791
2T16	118 946	106 766	72 850	83 977	5 273	6 699	197 069	197 442
3T16	89 384	70 990	70 774	71 924	6 155	7 679	166 313	150 593
4T16	95 810	101 460	92 279	99 286	5 737	11 265	193 826	212 011
1T17	98 207	86 279	78 850	65 241	5 343	6 473	182 400	157 993
2T17	128 248	139 231	79 923	87 444	5 853	10 597	214 024	237 272
3T17	98 661	94 147	77 645	78 037	6 124	8 485	182 430	180 669
4T17	104 479	95 910	101 239	109 899	6 369	10 497	212 087	216 306
1T18	99 383	80 659	86 706	64 948	4 980	7 167	191 069	152 774
2T18	139 292	140 412	87 115	68 369	6 279	8 235	232 686	217 016

Source : DGI

unité : millions de FCFA

Graphique 12 : Evolution comparative des prévisions et réalisations trimestrielles en milliards FCFA



Les recettes réalisées au titre du 2^{ème} trimestre 2018 se chiffrent à **217,0 milliards FCFA** sur une prévision de **232,7 milliards FCFA**, soit un taux de réalisation des prévisions de **93,3%** d'où un GAP de **15,7 milliards FCFA** sur la période. La contre-performance est induite par la

non-atteinte des objectifs en matière de recouvrement des impôts indirects avec un gap de **18,7 milliards FCFA**.

En revanche, les recouvrements des impôts directs et celui des droits d'enregistrement et de timbre dépassent les prévisions sur la période avec respectivement des taux de couverture des prévisions de **100,8%** et **131,2%**.

De même, par rapport au 2^{ème} trimestre 2017, les recettes réalisées au titre du 2^{ème} trimestre 2018 ont replié de **20,3 milliards FCFA** malgré la hausse de **1,2 milliard FCFA** de réalisations pour les impôts directs. Le déficit est surtout imputable aux impôts indirects avec un recul de **19,1 milliards FCFA** sur la même période. S'agissant des droits d'enregistrement et de timbre, le niveau chute de **2,4 milliards FCFA** par rapport au 2^{ème} trimestre 2017.

La contreperformance s'explique essentiellement par:

- ✚ au titre des impôts directs : une baisse du niveau des déclarations de l'IS du secteur de la téléphonie, la suspension des poursuites des écoles privées, la baisse des recouvrements de l'IRVM au niveau du secteur de la téléphonie, ainsi que l'ITS/Secteur privé liée à la mise en œuvre de la réforme, la baisse de la contribution des banques due à l'incidence des produits réalisés sur les titres et obligations d'Etat qui sont entièrement défiscalisés ;
- ✚ au titre de la TVA : une baisse du niveau de recouvrement de la TVA due notamment au secteur de l'énergie (absence totale de contribution de EDM-SA), de la téléphonie et des mines et à la chute du niveau de la TVA retenue à la source ;
- ✚ au titre des autres impôts : une baisse du niveau de paiement de l'ISCP et une baisse du niveau de déclaration de la taxe sur les contrats d'assurance.

b- Les recettes annuelles de la DGI :

En définitive, au 30 juin 2018, la DGI a globalement recouvré un montant de **369,8 milliards FCFA** pour une prévision annuelle de **845,6 milliards FCFA**, soit un taux de réalisation de **44,0%** contre **50,0%** à la même période en 2017.

8-1-2 Les recettes de la Direction Nationale du Domaine (DND) :

Tableau 18 : Evolution des recettes trimestrielles de la DND

Trimestres	En millions de FCFA	
	Prévisions	réalisations
T1 - 17	13 839	10 912
T2 - 17	40 093	31 721
T3 - 17	75 264	62 880
T4 - 17	48 604	54 975
T1 - 18	19 532	9 669
T2 - 18	44 238	25 448

Source : DND

Il faut rappeler que les objectifs de recettes assignés à la DND dans la Loi de finances au titre de l'année 2018 sont fixés à **253,3 milliards FCFA**.

Les recettes recouvrées par la DND à fin juin 2018 se chiffrent à **35,1 milliards FCFA** pour une prévision de **63,8 milliards FCFA**, soit un taux de réalisation des prévisions de **55,1%** et un GAP de **28,7 milliards FCFA**. De même, par rapport à la même période en 2017, on note une baisse de **17,5%** des recettes réalisées, soit une diminution de **7,4 milliards FCFA**.

Il ressort qu'à l'exception de la rubrique dividendes des autres sociétés dont le montant recouvré dépasse les prévisions du 1^{er} semestre 2018, toutes les autres rubriques sont déficitaires.

Ainsi, les gaps les plus significatifs se situent aux niveaux des dividendes des sociétés minières (**9,2 milliards FCFA**), de la de la taxe ad valorem (**6,4 milliards FCFA**), des recettes de téléphonie mobile (**11,0 milliards FCFA**) et celle des recettes ordinaires (**5,39 milliards FCFA**). La contreperformance des recettes ordinaires s'explique par la faiblesse du niveau des transactions foncières enregistrées due au niveau trop élevé des prix de cession et des redevances des terrains du domaine privé immobilier de l'Etat et des collectivités Territoriales selon les usagers. En vue d'améliorer le niveau des recouvrements, la DND a entrepris la relecture des Décrets afférents à ces prix et redevance sous les directives du Ministère de l'Economie et des Finances.

S'agissant des redevances des sociétés téléphoniques, les difficultés sont principalement liées au fait qu'aucune indication n'est précisée sur la périodicité des paiements de ladite recette dont la prévision annuelle est de **133,0 milliards FCFA**.

En ce qui concerne le faible niveau de recouvrement des dividendes des sociétés minières, il peut s'expliquer, d'une part, par le non-paiement de dividendes par les autres sociétés en exploitation à l'exception de Goukoto S.A et les dispositions conventionnelles de certaines sociétés comme c'est le cas de la SOMILO S.A.

Par ailleurs, il faut signaler que les prévisions des dividendes des autres sociétés ont été reportées au second semestre compte tenu des dispositions des textes de l'OHADA en la matière d'une part, et le fait que la plupart des sociétés contributrices de cette rubrique tiennent leur Conseil d'Administration et Assemblée Générale courant le second semestre.

En termes de perspectives, notamment au 3^{ème} trimestre 2018, il est attendu :

- **11,0 milliards FCFA** de reliquat d'Orange Mali et un début de paiement par la SOTELMA pour son renouvellement ;
- **8,1 milliards FCFA** de dividende de la SOTELMA et près de **3,0 milliards FCFA** de la CMDT et d'autres sociétés comme BMS-SA, BCS-SA, SUKALA, BIM- SA, Diamond Cement Mali SA sont aussi annoncées ;

- **5,2 milliards FCFA** de TAV avec une moyenne mensuelle de recouvrement de l'ordre de **2,6 milliards FCFA** ;
- **2,5 milliards FCFA** de recettes ordinaires;
- le paiement d'une tranche de dividendes par Goukoto S.A.

Ainsi, l'atteinte des objectifs de recettes assignés à la DND nécessite la conjugaison des efforts de tous les intervenants. Il s'agit entre autres : du Ministère chargé des Finances, du Ministère des Mines, des sociétés minières et non minières, des représentants de l'Etat dans les conseils d'administration.

8-1-3 Les recettes de la Direction Générale des Douanes (DGD) :

A la date du 30 juin 2018, sur une prévision de recettes de 320 724 millions F CFA, la Direction Générale des Douanes a réalisé 261 894 millions F CFA. D'où un taux de réalisation de 81,66% et un GAP nominal de 58 830 millions F CFA.

Suite à la décision d'arrêter les écritures du mois de juin 2018, après seulement 13 jours ouvrables, dans le but de se conformer au mois calendaire, les recettes ont fortement baissé en juin 2018. Ainsi, sur une prévision de 55 063 millions F CFA, la Douane n'a réalisé que 20 196 millions F CFA, dont 2 317 millions F CFA sur les produits pétroliers et 17 879 millions F CFA sur les solides.

Du coup, le gap s'est creusé et se porte à 58 830 millions F CFA dont 36 183 millions F CFA sur les produits pétroliers et 22 647 millions sur les solides.

A la date du 30 juin 2018, les recettes réalisées au cordon douanier se sont chiffrées à **261,9 milliards FCFA** pour des prévisions de **320,7 milliards FCFA** sur la même période, soit un déficit de **58,8 milliards FCFA** et une couverture de **91,7%** des prévisions.

Suite à la décision d'arrêter les écritures du mois de juin 2018, après seulement 13 jours ouvrables, dans le but de se conformer au mois calendaire, les recettes ont fortement baissé en juin 2018. Ainsi, pour une prévision de **55,1 milliards FCFA** au titre du mois de juin 2018, il n'a été réalisé que **20,2 milliards FCFA** dont **2,3 milliards FCFA** sur les produits pétroliers et **17 9 milliards FCFA** sur les solides. Du coup, le gap s'est creusé davantage et se chiffre à **58,8 milliards FCFA** dont **36,2 milliards FCFA** sur les produits pétroliers et **22,6 milliards FCFA** sur les solides.

Par composante, à la date du 30 juin 2018, les prévisions de recettes sont fixées à **104,3 milliards FCFA** et **216,4 milliards FCFA** respectivement pour les produits pétroliers et non pétroliers. Les réalisations de recettes se chiffrent à la même date à **68,2 milliards FCFA** pour les produits pétroliers, soit un gap négatif de **36,2 milliards FCFA** et une couverture de **65,3%** des prévisions. La contreperformance des recettes pétrolières est surtout imputable au fléchissement des prélèvements fiscaux suite à la hausse des prix fournisseurs et la politique

du gouvernement de maintenir les prix à la pompe inchangés malgré cette tendance haussière du cours du pétrole.

Quant aux recettes issues des produits non pétroliers à fin juin 2018, elles sont de **193,7 milliards FCFA**, soit un déficit de **22,6 milliards FCFA** et une couverture des prévisions de **89,5%**.

En termes de perspectives, il ressort que l'idéal est de programmer l'absorption du gap sur tout le second semestre 2018, c'est-à-dire de juillet à décembre 2018.

En décidant de rattraper le gap au plus tard le 30 septembre 2018, la Direction Générale des Douanes a arrêté le planning de recouvrement ci-après :

- Juillet, les prévisions sont ajustées à **72,7 milliards FCFA**, contre **53,1 milliards FCFA** initialement prévus;
- Août, les prévisions sont ajustées à **72,7 milliards FCFA**, contre **52,1 milliards FCFA** précédemment prévus ;
- Septembre, **72,7 milliards FCFA**, contre **54,1 milliards FCFA** initialement prévus.

Le respect intégral du dispositif arrêté permettra à la DGD de faire le 4^{ème} trimestre sans gap conformément au plan de recouvrement prévu dans le TOFE au dernier trimestre 2018.

Ainsi, la Direction Générale des Douane atteindra ses prévisions de recettes au titre de l'année 2018.

L'accompagnement du cabinet est vivement souhaité pour :

- ✓ l'application d'une fiscalité conséquente pour soutenir les recettes pétrolières ;
- ✓ l'application intégrale et dès maintenant de la nouvelle loi sur les exonérations.

8-2 Les dépenses globales :

Tout comme les recettes réalisées à fin juin 2018, le niveau des dépenses totales et prêts nets recule de **34,3 milliards FCFA**, soit un repli de **4,3%** par rapport au 30 juin 2017. En effet, les dépenses ont régressé de **34,0 milliards FCFA** et les dépenses d'investissement diminuent de **13,5 milliards FCFA**, soit des baisses respectives de **6,8%** et de **5,9%** sur la même période. Cependant, il faut noter que l'ampleur du repli des dépenses courantes est atténuée par la hausse des dépenses liées aux traitements et salaires ainsi que celles relatives aux élections. Cette situation se reflète sur le niveau d'exécution des dépenses totales prévues dont le taux de couverture est de **67,1%** contre **71,9%** à fin juin 2017.

Ce niveau de réalisation des prévisions au 30 juin 2018 est dû principalement à la non-exécution d'une bonne partie des dépenses courantes prévues, notamment celles relatives aux biens et services de même qu'aux transferts et subventions. Ce qui est imputable à la volonté de rationaliser les dépenses au regard des ressources limitées.

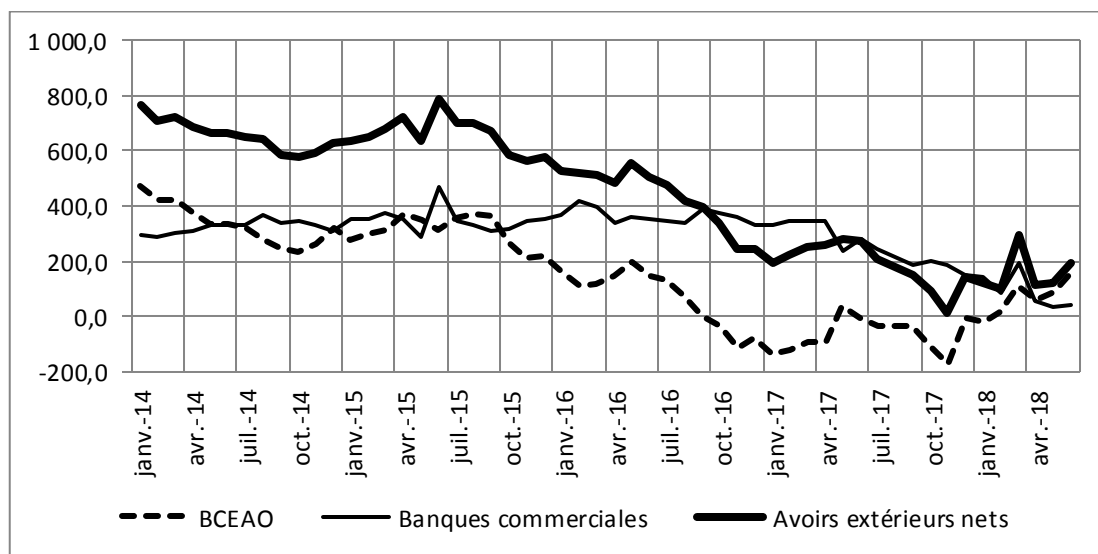
En ce qui concerne le service de la dette dû après allègement et payé, il est de **219,7 milliards FCFA** à fin juin 2018 contre **100,9 milliards FCFA** à fin juin 2017, soit une augmentation d'un

peu plus de **118,8 milliards FCFA** dont **105,3 milliards FCFA** consacrés remboursement de la dette intérieure hors FMI et BCEAO. Cela dénote de l'effort déployé pour éviter une accumulation de la dette intérieure en particulier en vue de relancer davantage les activités économiques.

9– La situation monétaire

9-1 La situation monétaire :

Graphique 13 : Evolution des avoirs extérieurs nets (en milliards FCFA)



a- La masse monétaire :

➤ Par rapport à fin mars 2018

Le niveau de la masse monétaire se contracte de **1,3%**, soit une baisse **34,4 milliards FCFA**. Le repli est dû au recul de **40,8 milliards FCFA** enregistré par la composante des dépôts transférables et la baisse de **11,4 milliards FCFA** de la circulation fiduciaire. Quant aux autres types de dépôts, ils augmentent de **17,8 milliards FCFA** sur la période sous revue.

➤ Par rapport à fin juin 2017

La masse monétaire augmente de **143,7 milliards FCFA**, soit un rebond de **5,9%**. Toutes les composantes ont contribué à cette hausse, notamment les dépôts transférables avec un accroissement de **56,7 milliards FCFA** et les autres dépôts avec **69,3 milliards FCFA**. S'agissant de la circulation fiduciaire, son niveau remonte de **17,7 milliards FCFA**.

b- Les contreparties de la masse monétaire :

➤ Par rapport à fin mars 2018

- le niveau des actifs extérieurs nets se dégrade nettement de **102,6 milliards FCFA**, soit une contraction de **34,6%**. Ce repli est atténué par la hausse de **48,8 milliards FCFA** des AEN de la composante banque centrale. La baisse du niveau global des AEN est imputable à la

composante des banques commerciales qui affiche un reflux de **151,4 milliards FCFA**, soit une forte baisse de **79,7%**. Cette situation est due à l'augmentation de leurs engagements auprès de leurs correspondants étrangers ;

- l'encours des créances intérieures progresse de **34,6 milliards FCFA**, soit une augmentation de **1,2%** sous l'impulsion des créances sur l'économie avec une hausse de **41,4 milliards FCFA** ;

➤ **Par rapport à fin juin 2017**

- les AEN ont baissé de **80,1 milliards FCFA**, soit un recul de **29,2%**, malgré l'augmentation de **161,9 milliards FCFA** du niveau de la composante banque centrale. Le repli est induit par le recul du niveau de **242,0 milliards FCFA** de la composante des banques commerciales au regard de l'accroissement de leurs engagements vis-à-vis de leurs correspondants à l'étranger alors qu'au même moment les créances chutent ;

- l'encours des créances intérieures augmente nettement de **290,6 milliards FCFA**, soit une progression de **10,7%**. En effet, les créances sur l'économie affichent une hausse **137,4 milliards FCFA** sur la même période. Cette évolution fait suite aux crédits octroyés par les banques en faveur d'entreprises intervenant dans plusieurs secteurs de l'économie au cours de la période sous revue. Il en est de même pour les créances nettes sur l'administration centrale avec un rebond de **153,2 milliards FCFA** du fait d'une augmentation beaucoup plus importante des créances de l'Etat que ses engagements.

Conclusions et perspectives

L'expansion de l'économie mondiale se poursuit, malgré l'ampleur de plus en plus grande des incertitudes qui pourraient compromettre les perspectives pour 2018 jugées encourageantes. Cependant, le taux de croissance mondiale reste maintenu à **3,9%** en 2018 et 2019.

Au Mali, l'évolution des indicateurs conjoncturels confirme le ralentissement de l'activité économique observé en début d'année 2018 après les performances de 2016 et 2017 avec la mise en œuvre de plusieurs programmes de développement.

Ainsi, l'analyse des tendances conjoncturelles à fin juin 2018 par rapport à la même période en 2017 est assez révélatrice d'un certain nombre de constats :

- la production manufacturière recule de **9,0%** ;
- l'indice du chiffre d'affaires de la construction (BTP) chute de **55,6%** ;
- l'indice du chiffre d'affaires des services hors finances affiche une contraction de **4,7%** même l'activité d'hébergement et de restauration se redresse de **7,0%** ;
- le taux d'inflation a atteint **+2,4%** en juin 2018 contre **-0,4%** en juin 2017 ;
- la baisse des recettes hors dons de **4,1%** ;
- la poursuite de la hausse des cours mondiaux du pétrole ;
- la remontée des cours mondiaux de certains produits alimentaires, notamment des céréales.

Toutefois, sur la même période, on note la bonne tenue d'un certain nombre d'activités:

- l'indice du chiffre d'affaires du commerce progresse de **1,5%**
- l'indice de la production industrielle hors extractive augmente de **2,1%** ;
- la hausse de **24,1%** de la production moderne d'or ;
- la bonne tenue des cours mondiaux de l'or et du coton.

Aussi, les niveaux des stocks grossistes des produits de première nécessité à fin juin 2018 sont assez rassurants d'autant plus qu'ils sont supérieurs à ceux de la même période en 2017.

Annexes

IHPI Manufacture (hors egrenage, extraction, électricité, eau et gaz) base 100 = 2001														
Périodes	Fabricat. produits alim	Fabricat. produits à base de tabac	Fabrication de textiles et cuir	Fabricat.article habi, teint fourrure	Fabrication papier carton	Edition, imprim. et reproduct.	Fabricat. produits chimiq	Fabricat. produits en caoutc	Fabri.verre, poté, matériaux const	Métallurgie, fonderie	Fabrication d'ouvrages en métaux	Fabrication matériels électriques	Fabrication de meubles	Ensemble
Pondération	5032,0	659,5	498,3	58,4	26,9	19,6	695,5	231,5	7,7	1345,0	220,3	1129,3	76,1	10000
T1-14	69,4	1230,5	114,0	136,1	9,8	146,1	172,4	130,9		128,3	65,7	61,8	467,4	167,1
T2-14	76,6	1010,9	72,7	116,7	4,3	143,9	274,0	144,5		155,0	27,7	58,6	9,4	160,4
T3-14	67,9	1163,3	50,1	80,0	3,9	143,9	304,4	161,5		162,0	34,2	174,9	4,4	181,4
T4-14	179,5	1744,3	86,9	21,9	6,0	155,1	268,9	201,8		125,3	36,9	164,2	484,1	273,4
T1-15	37,5	1199,6	100,1	53,0	16,4	117,7	274,9	153,6		167,7	49,2	159,1	236,0	169,6
T2-15	78,0	1327,9	109,3	84,3	4,2	146,1	182,2	171,0		170,1	40,6	188,6	79,0	195,4
T3-15	68,3	1394,9	53,8	123,3	9,3	143,9	211,9	160,7		150,1	57,5	191,3	239,6	193,4
T4-15	171,7	1185,9	83,7	94,2	6,1	150,6	237,5	224,5		125,9	40,1	213,7	120,4	234,2
T1-16	80,1	1193,7	115,0	100,0	6,7	143,9	185,7	170,5		166,6	48,0	170,5	170,2	186,5
T2-16	54,8	1237,1	97,0	105,8	7,3	143,9	236,9	109,9		155,0	48,4	185,0	233,8	178,5
T3-16	39,8	1159,8	50,1	58,3	6,1	143,9	240,2	107,8		130,3	50,3	178,2	11,4	157,7
T4-16	138,0	1197,9	82,9	98,3	2,9	143,9	260,6	145,7		143,0	44,8	113,3	6,2	208,0
T1-17	125,3	1174,6	131,7	45,0	2,9	143,9	213,5	139,3		169,0	45,2	141,9	9,5	205,5
T2-17	84,2	1100,6	77,5	66,7	3,7	143,9	327,8	82,7		193,1	38,4	127,2	163,9	186,7
T3-17	57,8	1195,4	39,0	25,0	4,6	143,9	197,5	51,9		151,6	40,8	148,5	3,6	163,3
T4-17	115,2	1291,2	93,9	28,3	0,5	143,9	286,4	82,0		150,9	37,7	80,8	4,0	200,4
T1-18	92,6	1220,5	89,6	61,7	5,1	179,6	299,8	96,0		190,5	45,0	109,9	6,0	194,4
T2-18	57,8	1095,3	50,4	33,3	15,4	127,7	216,6	104,3		202,7	48,0	109,1	26,6	162,6

IHPI hors extraction, base 100 = 2001

Périodes	Egrenage de coton	Fabrication alim	Fabrication tabac	Fabrication textile	Fabrication Habit teint-fourure	Fabrication papier carton	Editions-imprim-reprod	Fabrication produits chimiq	Fabrication produits caoutchouc	Fabrication verre-poté-mat const	Métallurgie-fondérie	Fabrication d'ouvrages en métaux	Fabrication matériels électriques	Fabrication de meubles	électricité - gaz	Captage, traitement et distribution d'eau	ENSEMBLE
Pondé.	3261	2505	328	248	29	13	10	346	115	4	670	110	562	38	1414	347	10000
T1-14	294,2	69,4	1230,5	114,0	136,1	9,8	146,1	172,4	130,9		128,3	65,7	61,8	467,4	279,7	189,2	225,2
T2-14	2,9	76,6	1010,9	72,7	116,7	4,3	143,9	274,0	144,5		155,0	27,7	58,6	9,4	342,3	199,4	136,1
T3-14	0,0	67,9	1163,3	50,1	80,0	3,9	143,9	304,4	161,5		162,0	34,2	174,9	4,4	309,7	190,9	140,7
T4-14	419,0	179,5	1744,3	86,9	21,9	10,5	155,1	268,9	201,8		125,3	36,9	164,2	484,1	311,3	197,9	323,6
T1-15	383,0	37,5	1199,6	100,1	53,0	16,4	117,7	274,9	153,6		167,7	49,2	159,1	236,0	307,1	196,5	259,6
T2-15	2,4	78,0	1327,9	109,3	84,3	4,2	146,1	182,2	171,0		170,1	40,6	188,6	79,0	390,4	204,1	160,3
T3-15	0,0	68,3	1394,9	53,8	123,3	9,3	143,9	211,9	160,7		150,1	57,5	191,3	239,6	332,1	187,6	149,8
T4-15	259,7	171,7	1185,9	83,7	94,2	6,1	150,6	237,5	224,5		125,9	40,1	213,7	120,4	325,5	193,9	254,0
T1-16	350,8	80,1	1193,7	115,0	100,0	6,7	143,9	185,7	170,5		166,6	48,0	170,5	170,2	340,8	198,9	262,3
T2-16	0,0	54,8	1237,1	97,0	105,8	7,3	143,9	236,9	109,9		155,0	48,4	185,0	233,8	426,1	207,8	156,3
T3-16	0,0	39,8	1159,8	50,1	58,3	6,1	143,9	240,2	107,8		130,3	54,6	178,2	11,4	358,6	192,4	135,9
T4-16	320,4	138,0	1197,9	82,9	98,3	2,9	143,9	260,6	145,7		143,0	55,9	113,3	6,2	373,7	202,6	268,0
T1-17	427,4	125,3	1174,6	131,7	45,0	2,9	143,9	213,5	139,3		169,0	46,2	141,9	9,5	390,6	205,0	304,0
T2-17	2,4	84,2	1100,6	77,5	66,7	3,7	143,9	327,8	82,7		193,1	40,0	127,2	163,9	464,3	217,9	166,9
T3-17	0,0	57,8	1195,4	39,0	25,0	4,6	143,9	197,5	51,9		151,6	42,5	148,5	3,6	393,0	202,3	143,9
T4-17	360,2	115,2	1291,2	93,9	28,3	0,5	143,9	286,4	82,0		150,9	39,1	80,8	4,0	393,2	220,4	280,4
T1-18	454,9	92,6	1220,5	89,6	61,7	5,1	179,6	299,8	96,0		190,5	46,5	109,9	6,0	404,5	224,0	310,1
T2-18	32,1	57,8	1095,3	50,4	33,3	15,4	127,7	216,6	104,3		202,7	48,0	109,1	26,6	502,6	236,8	170,7

INDICE DU CHIFFRE D'AFFAIRES DU COMMERCE BASE 100 = 2015

Libellé branches	Pondérations des branches dans l'ensemble	T1-17	T2-17	Indice moyen T1-17 et T2 -17
Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles	336,5	310,0	378,0	344,0
Commerce de gros et activités des intermédiaires	2 733,4	59,5	48,7	54,1
Commerce de détail	6 930,1	79,3	164,9	122,1
Ensemble	10 000,0	81,6	140,3	111,0

INDICE DU CHIFFRE D'AFFAIRES DU COMMERCE BASE 100 = 2015

Libellé branches	Pondérations des branches dans l'ensemble	T1-18	T2-18	Indice moyen T1-18 et T2 -18
Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles	336,5	149,8	121,8	135,8
Commerce de gros et activités des intermédiaires	2 733,4	55,5	48,0	51,7
Commerce de détail	6 930,1	134,7	136,4	135,6
Ensemble	10 000,0	113,5	111,8	112,7

INDICE DU CHIFFRE D'AFFAIRES DE LA CONSTRUCTION BASE 100 = 2015

Libellé branches	Pondérations des branches dans l'ensemble	T1-17	T2-17	Indice moyen T1-17 et T2 -17
Construction de bâtiments	1 311,2	10,5	204,3	107,4
Génie civil	6 247,6	130,4	122,4	126,4
Activités spécialisées de construction	2 441,2	311,7	156,5	234,1
Ensemble	10 000,0	159,0	141,5	150,2

INDICE DU CHIFFRE D'AFFAIRES DE LA CONSTRUCTION BASE 100 = 2015

Libellé branches	Pondérations des branches dans l'ensemble	T1-18	T2-18	Indice moyen T1-18 et T2 -18
Construction de bâtiments	1 311,2	13,9	31,9	22,9
Génie civil	6 247,6	121,3	88,9	105,1
Activités spécialisées de construction	2 441,2	87,6	140,6	114,1
Ensemble	10 000,0	99,0	94,0	96,5

INDICE DU CHIFFRE D'AFFAIRES DES SERVICES HORS FINANCES BASE 100 = 2015

Libellé branches	Pondérations des branches dans l'ensemble	T1-17	T2-17	Indice moyen T1-17 et T2 -17
Transport et Entreposage	211,9	104,7	104,1	104,4
Hébergement et Restauration	100,3	84,0	59,8	71,9
Information et Communication	9 343,2	105,1	107,1	106,1
Activités immobilières	9,4	84,6	92,5	88,5
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	319,2	68,0	109,8	88,9
Activités de services de soutien et de bureau	16,0	618,5	628,0	623,2
Ensemble	10 000,0	104,5	107,5	106,0

INDICE DU CHIFFRE D'AFFAIRES DES SERVICES HORS FINANCES BASE 100 = 2015

Libellé branches	Pondérations des branches dans l'ensemble	T1-18	T2-18	Indice moyen T1-18 et T2 -18
Transport et Entreposage	211,9	131,7	131,8	131,8
Hébergement et Restauration	100,3	82,6	71,3	77,0
Information et Communication	9 343,2	102,2	101,3	101,7
Activités Immobilières	9,4	53,0	50,3	51,6
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	319,2	42,3	63,3	52,8
Activités de services de soutien et de bureau	16,0	439,1	470,2	454,6
Ensemble	10 000,0	101,2	100,9	101,1